EMPIRE CHÉRIFIEN
 PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	200 fr.	350 fr.
	6 mois..	125 »	240 »
France et Colonies	Un an..	225 »	400 »
	6 mois..	150 »	225 »
Étranger	Un an..	300 »	500 »
	6 mois..	200 »	300 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : *dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...).*

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle, n° 101-10, à Rabat.

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

PRIX DU NUMÉRO :

Edition partielle	5 fr.
Edition complète	8 fr.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales réglementaires judiciaires	La ligne de 27 lettres	8 francs
---	------------------------	----------

(Arrêté résidentiel du 14 mai 1943)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'agence Havas, 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

ABONNEMENTS ADMINISTRATIFS

Il est rappelé aux divers services du Protectorat que les abonnements au « Bulletin officiel » qui leur sont servis à titre remboursable ne sont pas renouvelés d'office. Il leur appartient donc de se réabonner chaque année.

Ils sont invités à le faire dès maintenant en ce qui concerne les abonnements qui arriveront à expiration le 31 décembre ; ils éviteront ainsi toute interruption dans le service du journal. Au surplus, comme par mesure d'économie de papier les tirages ne satisfont qu'aux besoins du moment, les services intéressés sont prévenus qu'il ne sera pas consenti d'abonnements à effet rétroactif.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET REGLEMENTATION GÉNÉRALE

Dahir du 19 juillet 1945 (8 chaabane 1364) rendant applicables de l'Empire chérifien des modifications au code pénal ..	850
Modifications au code pénal	851
Ordonnance n° 45-1391 du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique	851
Ordonnance n° 45-1417 du 28 juin 1945 modifiant les articles 356 et 357 du code pénal	852
Ordonnance n° 45-1456 du 2 juillet 1945 modifiant l'article 351 du code pénal	852
Dahir du 2 octobre 1945 (25 chaoual 1364) modifiant le dahir du 20 janvier 1917 (26 rebia I 1335) concernant les cautionnements des soumissionnaires et adjudicataires de marchés de travaux et fournitures pour le compte de l'Etat ou des municipalités	853
Dahir du 17 octobre 1945 (10 kaada 1364) complétant le dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) sur la pêche fluviale.	853

Arrêté viziriel du 17 octobre 1945 (10 kaada 1364) complétant l'arrêté viziriel du 14 avril 1922 (15 chaabane 1340) portant règlement pour l'application du dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) sur la pêche fluviale	853
Dahir du 18 octobre 1945 (11 kaada 1364) modifiant le dahir du 5 juin 1942 (20 jounada I 1361) portant création d'un registre d'état civil distinct pour les déclarations facultatives	851
Dahir du 18 octobre 1945 (11 kaada 1364) complétant le dahir du 31 mai 1943 (26 jounada I 1362) qui a étendu aux maladies d'origine professionnelle les dispositions du dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail	851
Dahir du 22 octobre 1945 (15 kaada 1364) complétant le dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) sur la procédure civile.	855
Dahir du 28 octobre 1945 (21 kaada 1364) prévoyant la faculté d'accorder une réduction du temps de stage à certains avocats stagiaires	855
Dahir du 30 octobre 1945 (23 kaada 1364) relatif à la représentation des fonctionnaires et agents du Protectorat aux commissions de réforme et aux caisses marocaines de retraites, de prévoyance et des rentes âgées	855
Arrêté viziriel du 15 novembre 1945 (9 hija 1364) modifiant l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358) formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat	855
Arrêté viziriel du 19 novembre 1945 (13 hija 1364) fixant le salaire des conducteurs de travaux ruraux, des adjoints techniques du génie rural, des moniteurs agricoles et des moniteurs d'élevage citoyens français et sujets marocains musulmans	856
Arrêté viziriel du 20 novembre 1945 (14 hija 1364) modifiant l'arrêté viziriel du 22 août 1945 (13 ramadan 1364) fixant les traitements de certaines catégories de personnel de la direction des travaux publics	856
Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 2 février 1938 formant statut du personnel de l'Office des mutilés et anciens combattants	857

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

Dahirs du 25 septembre 1945 (18 chaoual 1364) modifiant les dahirs des 26 juillet 1930 (29 safar 1349), 6 juillet 1932 (1 ^{er} rebia 1 1351) et 30 septembre 1948 (5 chaabane 1357) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plans et règlements d'aménagement des quartiers voisins du port de Casablanca	858
Dahir du 8 octobre 1945 (1 ^{er} kaada 1364) portant règlement du budget spécial pour l'exercice 1944 et approbation du budget additionnel de l'exercice 1945 de la région de Marrakech (zone civile)	858
Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 10 juin 1942 concernant l'attribution de prêts au mariage à certains ressortissants de l'Office de la famille française ..	858
Arrêté résidentiel modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 30 octobre 1942 réglementant l'aide aux familles françaises	858
Arrêté résidentiel modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 20 mai 1944 relatif aux ristournes sur les frais d'hospitalisation accordées aux familles françaises	859
Arrêté résidentiel relatif à l'organisation de la délégation de l'Entraide française au Maroc	859
Arrêté résidentiel fixant les dates des sessions des tribunaux criminels de Casablanca, Rabat, Oujda, Marrakech et Fès, pour l'année 1946	860
Arrêté résidentiel portant ouverture d'un concours pour le recrutement de vingt adjoints de contrôle stagiaires	860
Arrêté du secrétaire général du Protectorat complétant l'arrêté du 15 mai 1944 fixant le prix de vente du charbon à gazogène	861
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant les prix maxima de vente aux utilisateurs des cuirs lourds de bœufs de production locale	861
Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté du 11 juin 1945 fixant le prix maximum du lait frais pour le centre de Casablanca	861
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant les prix maxima des repas servis dans les établissements visés à l'article 2 de l'arrêté résidentiel du 10 février 1942 et non placés en hors classe	861
Arrêté du secrétaire général du Protectorat relatif à l'organisation de l'examen probatoire pour l'admission de certains agents dans les cadres du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat	861
Arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel relevant de la direction des affaires chérifiennes	862
Arrêté du directeur des finances ouvrant un concours pour six emplois de rédacteur stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances	863
Arrêté du directeur des travaux publics déterminant les taxes à percevoir, du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1946, pour l'alimentation des fonds créés par la législation marocaine sur les accidents du travail	863
Arrêté du directeur des travaux publics modifiant le barème prévu à l'article 5 de l'arrêté viziriel du 13 septembre 1941 relatif à l'alimentation du fonds de garantie en matière d'accidents du travail	863
Arrêté du directeur des affaires économiques relatif à la délivrance de traductions en langue arabe de duplicata de titres fonciers et de certificats spéciaux de copropriétaire.	864
Elections pour la désignation des représentants du personnel de l'administration centrale et des services centraux et extérieurs de la direction des finances à la commission d'avancement de ce personnel	864
Elections des représentants du personnel administratif de la direction des affaires politiques dans les commissions d'avancement de ce personnel	865
Elections des représentants du personnel administratif de la direction des travaux publics dans les commissions d'avancement de ce personnel	865
Elections des représentants du personnel des régies municipales, du service de l'architecture, des beaux-arts et des monuments historiques dans les commissions d'avancement de ce personnel	866

Elections des représentants du personnel des secrétariats-greffes des juridictions françaises et des secrétariats de parquets dans les commissions d'avancement de ce personnel	866
Elections des représentants du personnel de l'interprétariat judiciaire à la commission d'avancement de ce personnel.	866
Elections des représentants du personnel des juridictions marocaines dans les commissions d'avancement de ce personnel	866
Elections des représentants du personnel technique et du personnel administratif de la direction des affaires économiques dans les commissions d'avancement de ce personnel	866
Elections des représentants du personnel du service de la jeunesse et des sports aux commissions d'avancement de ce personnel	867
Elections des représentants du personnel de la direction de la santé publique et de la famille dans les commissions d'avancement de ce personnel	867
Elections des représentants du personnel de l'administration pénitentiaire dans la commission d'avancement de ce personnel	868
Elections des représentants du personnel de la trésorerie générale dans la commission d'avancement de ce personnel.	868

**PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
DU PROTECTORAT**

Administrations chérifiennes	868
Promotions pour rappels de services militaires	870
Concession d'une rente viagère et d'une allocation d'Etat de réversion à la veuve d'un ex-agent auxiliaire	871
Concession de pensions à des militaires de la garde chérifienne.	871
Concession de pensions de réversion à des veuves d'ex-militaires de la garde chérifienne	871
Concession de pension de réversion à des ayants droit d'un ex-mokaddem de la garde chérifienne	871

PARTIE NON OFFICIELLE

Baccalauréat. — Session supplémentaire de février 1946	871
Dates d'examen en 1946	871
Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	871

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

DAHIR DU 19 JUILLET 1945 (8 chaabane 1364)
rendant applicables à l'Empire chérifien des modifications au code pénal.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables en Notre Empire, telles qu'elles sont annexées au présent dahir, les modifications apportées au code pénal :

1^{er} Par les actes dits lois des 8 octobre 1943, 24 novembre 1943, 21 décembre 1943 et 21 février 1944, validés par l'ordonnance du 28 juin 1945 ;

2^o Par l'ordonnance précitée du 28 juin 1945.

ART. 2. — Sont rendues applicables en Notre Empire :

L'ordonnance du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique ;

L'ordonnance du 28 juin 1945 modifiant les articles 356 et 357 du code pénal ;

L'ordonnance du 2 juillet 1945 modifiant l'article 331 du code pénal, dont le texte est annexé au présent dahir.

ART. 3. — Sont abrogés :

1° Les dahirs des 3 avril 1942 (16 rebia I 1361), 17 avril 1942 (30 rebia I 1361), 10 juin 1942 (25 jourmada I 1361) et 10 janvier 1943 (4 moharrem 1362) rendant applicables en Notre Empire des modifications aux articles 224, 228, 248, 378 et 458 du code pénal ;

2° Les dispositions du dahir du 17 avril 1942 (30 rebia I 1361) rendant applicables en Notre Empire des modifications à la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Fail à Rabat, le 8 chaabane 1364 (19 juillet 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 juillet 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

* * *

Modifications au code pénal.

« Article 174 (Acte dit loi du 24 novembre 1943). — Tous fonctionnaires ou officiers publics, tous percepteurs des droits, contributions ou deniers publics, leurs commis ou préposés, qui auront reçu, exigé ou ordonné de percevoir pour droits, taxes, contributions ou deniers, ou pour salaires ou traitements ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû, seront punis, savoir : les fonctionnaires, officiers publics ou percepteurs d'un emprisonnement de deux à dix ans, et leurs commis ou préposés d'un emprisonnement d'un à cinq ans ; une amende de 1.000 à 100.000 francs sera toujours prononcée.

« Le condamné pourra être interdit pendant dix ans au plus, à partir de l'expiration de la peine, des droits énumérés en l'article 42 du présent code. En outre, l'interdiction de séjour pourra être prononcée pour une durée de deux à dix années.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux greffiers et officiers ministériels lorsque le fait a été commis à l'occasion des recettes dont ils sont chargés par la loi.

« Seront punis des mêmes peines tous détenteurs de l'autorité publique qui ordonneront des contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la loi, tous fonctionnaires, agents ou employés qui en établiront les rôles ou en feront le recouvrement.

« Les mêmes peines seront applicables aux détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits des établissements de l'Etat.

« Les bénéficiaires seront punis comme complices.

« Dans tous les cas prévus au présent article, la tentative du délit sera punie comme le délit lui-même. »

« Article 259 (Ordonnance du 28 juin 1945). — Toute personne qui aura publiquement porté un costume ou une décoration qui ne lui appartenait pas sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 francs. »

(La suite sans changement.)

« Article 305 (Acte dit loi du 21 décembre 1943). — Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, image, symbole ou emblème, d'assassinat, d'empoisonnement, etc. »

(La suite sans changement.)

« Article 308. — Quiconque aura, par l'un des moyens prévus aux articles précédents, menacé de voies de fait ou violence, etc. »

(La suite sans changement.)

« Article 373 (Acte dit loi du 8 octobre 1943). — Quiconque aura, par quelque moyen que ce soit, fait une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, ou à toute autorité ayant le pouvoir d'y donner suite ou de saisir l'autorité compétente, ou encore aux supérieurs hiérarchiques ou aux employeurs du dénoncé, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 50.000 francs.

« Le tribunal pourra, en outre, ordonner l'insertion du jugement, intégralement ou par extrait, dans un ou plusieurs journaux, et aux frais du condamné.

« Si le fait dénoncé est susceptible de sanction pénale ou disciplinaire, les poursuites pourront être engagées en vertu du présent article soit après jugement ou arrêt d'acquiescement ou de relaxe, soit après ordonnance ou arrêt de non-lieu, soit après classement, de la dénonciation par le magistrat, fonctionnaire, autorité supérieure ou employeur compétent pour lui donner la suite qu'elle était susceptible de comporter.

« La juridiction saisie en vertu du présent article sera tenue de surseoir à statuer si des poursuites concernant le fait dénoncé sont pendantes. »

« Article 378 (Acte dit loi du 21 février 1944). — Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou par profession ou par fonctions temporaires ou permanentes, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 1.200 à 6.000 francs. »

(La suite sans changement.)

* * *

Ordonnance n° 46-1391 du 25 juin 1945
concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

L'ordonnance ci-après insère dans le code pénal un certain nombre de dispositions qui consacrent, en droit positif, l'obligation morale qu'ont les citoyens de seconder spontanément l'action de la justice et de participer à la sécurité publique.

L'article 61 du code pénal est complété par des dispositions qui étendent la notion de recel de malfaiteurs et y comprennent l'aide apportée à un criminel pour prendre la fuite ou se soustraire à la justice. Ce texte est inspiré de l'article 251 du projet du code pénal français élaboré en 1934.

L'article 62 du code pénal impose à celui qui a connaissance d'un crime tenté ou consommé d'en avertir les autorités administratives ou judiciaires, lorsqu'il est ainsi possible de prévenir une infraction ou ses effets. Jusqu'ici, cette obligation n'existait en droit français qu'à l'égard des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat.

En contre-partie, l'article 63 (alinéa 3) impose de secourir un innocent injustement poursuivi en portant spontanément témoignage en sa faveur.

Enfin, les deux premiers alinéas du même article, inspiré également du projet de 1934 (art. 251), prescrivent à ceux qui peuvent le faire sans danger d'empêcher un crime ou un délit contre l'intégrité corporelle de la personne et de porter assistance à une personne en péril.

Ces dispositions se substitueront à celles de l'acte dit loi du 25 octobre 1941 modifiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger, qui avait été décrété dans des conditions telles que son maintien ne saurait être envisagé.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental ;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 61 du code pénal est complété par un second et un troisième alinéas ainsi conçus :

« Article 61. —
« Ceux qui, en dehors des cas prévus ci-dessus, auront sciemment recélé une personne qu'ils savaient avoir commis un crime ou qu'ils savaient recherchée de ce fait par la justice, ou qui auront soustrait ou tenté de soustraire le criminel à l'arrestation ou aux recherches, ou l'auront aidé à se cacher ou à prendre la fuite, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 1.000 à 50.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, le tout sans préjudice des peines plus fortes, s'il y a échet.

« Sont exceptés des dispositions de l'alinéa précédent les parents ou alliés du criminel, jusqu'au quatrième degré inclusivement. »

ART. 2. — Les articles 62 et 63 du code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 62. — Sans préjudice de l'application des articles 103 et 104 du présent code, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 1.000 à 50.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui, ayant connaissance d'un crime déjà tenté ou consommé, n'aura pas, alors qu'il était encore possible d'en prévenir ou limiter les effets ou qu'on pouvait penser que les coupables ou l'un d'eux commettraient de nouveaux crimes qu'une dénonciation pourrait prévenir, averti aussitôt les autorités administratives judiciaires.

« Sont exceptés des dispositions du présent article les parents ou alliés, jusqu'au quatrième degré inclusivement, des auteurs ou complices du crime ou de la tentative.

« Article 63. — Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le présent code et les lois spéciales, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 1.000 à 50.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, pouvant empêcher par action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne, s'abstient volontairement de le faire.

« Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ni pour les tiers, il pouvait lui prêter, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours.

« Sera puni des mêmes peines celui qui, connaissant la preuve de l'innocence d'une personne incarcérée préventivement ou jugée pour crime ou délit, s'abstient volontairement d'en apporter aussitôt le témoignage aux autorités de justice ou de police. Toutefois, aucune peine ne sera prononcée contre celui qui apportera son témoignage tardivement, mais spontanément.

« Sont exceptés de la disposition de l'alinéa précédent le coupable du fait qui motivait la poursuite, ses coauteurs, ses complices et les parents ou alliés de ces personnes jusqu'au quatrième degré inclusivement. »

ART. 3. — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 25 octobre 1941 modifiant les articles 228 et 248 du code pénal et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger.

Toutefois, sont validées les condamnations intervenues en application de cet acte, sous réserve des dispositions de l'ordonnance du 6 juillet 1943 relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la révision des condamnations intervenues pour ces faits.

L'article 248 du code pénal est abrogé.

Les infractions déjà commises et non encore jugées définitivement seront réprimées conformément aux dispositions des articles 1^{er} et 2 ci-dessus.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 25 juin 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Ordonnance n° 45-1417 du 28 juin 1945
modifiant les articles 356 et 357 du code pénal.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

L'article 356 du code pénal prévoit, lorsque du moins le ravisseur est majeur, l'application d'une peine de travaux forcés à temps pour réprimer l'enlèvement d'une fille mineure de seize ans, avec le consentement de celle-ci.

Lorsque le ravisseur est mineur de vingt et un ans, la peine est d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Or, dans la plupart des cas, les circonstances et l'attitude de la victime sont telles que la peine prévue par la loi contre le ravisseur majeur apparaît excessive et que le ministère public hésite à déléguer les faits à la cour d'assises.

Il apparaît donc nécessaire de supprimer la circonstance aggravante de majorité et de ne prévoir, dans tous les cas, qu'une simple peine d'emprisonnement.

La peine se trouvait ainsi limitée, il apparaît possible d'étendre le champ d'application de la loi en réprimant la tentative dans tous les cas et en portant de seize à dix-huit ans l'âge jusqu'auquel la jeune fille est protégée.

On notera, à ce dernier point de vue, que les dispositions relatives au vagabondage des mineurs, qui à l'origine ne concernaient que les mineurs de seize ans, étendent actuellement la protection de ces derniers jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

En outre, il convient de réprimer dans les mêmes conditions le détournement des mineurs de l'un et l'autre sexe.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 356 et 357 du code pénal sont modifiés et remplacés ainsi qu'il suit :

« Article 356. — Celui qui, sans fraude ni violence, aura enlevé ou détourné, ou tenté d'enlever ou de détourner un mineur de dix-huit ans, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs.

« Lorsqu'une mineure ainsi enlevée ou détournée aura épousé son ravisseur, celui-ci ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui ont qualité pour demander l'annulation du mariage et ne pourra être condamné qu'après que cette annulation aura été prononcée. »

« Article 357. — Quand il aura été statué sur la garde d'un mineur par décision de justice, provisoire ou définitive, le père, la mère, ou toute personne qui ne représentera pas ce mineur à ceux qui ont le droit de le réclamer ou qui, même sans fraude ou violence, l'enlèvera ou le détournera ou le fera enlever ou détourner des mains de ceux auxquels sa garde aura été confiée ou des lieux ou ces derniers l'auront placé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 200 à 60.000 francs. « Si le coupable a été déclaré déchu de la puissance paternelle, l'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à trois ans. »

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 28 juin 1945

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

* * *

Ordonnance n° 45-1456 du 2 juillet 1945
modifiant l'article 331 du code pénal.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

Les alinéas 1^{er} et 2^e de l'article 331 du code pénal ne sanctionnent l'attentat à la pudeur commis sans violence que lorsque la victime est âgée de moins de quinze ans

Il est apparu que ces dispositions étaient insuffisantes et que l'âge prévu devait être porté à quinze ans, afin notamment de mettre en harmonie le texte des alinéas 1^{er} et 2^o de l'article 331 avec les dispositions de l'article 144 du code civil qui autorise le mariage de la femme à partir de quinze ans.

Il est au surplus difficile de considérer qu'un enfant au-dessous de cet âge puisse, au regard de la loi, disposer de sa personne.

Tels sont les motifs qui justifient la présente ordonnance.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Le comité juridique entendu,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les alinéas 1^{er} et 2^o de l'article 331 du code pénal, modifié par la loi du 13 mai 1863, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de l'un et l'autre sexe âgé de moins de quinze ans sera puni de la réclusion.

« Sera puni de la même peine, l'attentat à la pudeur commis par tout ascendant sur la personne d'un mineur, même âgé de plus de quinze ans, mais non émancipé par le mariage. »

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 2 juillet 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

DAHIR DU 2 OCTOBRE 1945 (25 chaoual 1364)
modifiant le dahir du 20 janvier 1917 (26 rebia I 1335) concernant les cautionnements des soumissionnaires et adjudicataires de marchés de travaux et fournitures pour le compte de l'État ou des municipalités.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 2 du dahir du 20 janvier 1917 (26 rebia I 1335) concernant les cautionnements des soumissionnaires et adjudicataires de marchés de travaux et fournitures pour le compte de l'État ou des municipalités :

« Article 2. — Les cautionnements provisoires seront constitués, soit en numéraire et versés sans intérêt au Trésor chérifien, à la caisse du trésorier général ou à celle d'un receveur des finances ; soit en valeurs : rentes marocaines au porteur, rentes françaises entièrement libérées au porteur, obligations de la défense nationale entièrement libérées au porteur, bons du Trésor au porteur ou à ordre, passés à l'ordre du trésorier général du Protectorat et ayant au moins neuf mois à courir, lesdites valeurs devant être obligatoirement déposées à la caisse du trésorier général du Protectorat à Rabat ; soit par une caution personnelle et solidaire avec le soumissionnaire dans les conditions prévues à l'article 3 pour les cautionnements définitifs. »

Fait à Rabat, le 25 chaoual 1364 (2 octobre 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

DAHIR DU 17 OCTOBRE 1945 (10 kaada 1364)
complétant le dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340)
sur la pêche fluviale.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 5, 8, 9, 12 et 19 du dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) sur la pêche fluviale sont complétés ainsi qu'il suit :

« Article 5. — Un arrêté viziriel d'application déterminera :

« 8^o Les conditions d'installation et de fonctionnement des établissements de pisciculture privés. »

« Article 8. —

« Pourra néanmoins être relevé de cette interdiction, tout propriétaire ou exploitant d'un établissement de pisciculture privé dont l'installation sur le domaine fluvial aura été régulièrement autorisée. »

« Article 9. —

« Sont néanmoins exceptés de ces dispositions les poissons provenant d'un établissement de pisciculture privé, sous les réserves fixées par le titre quatrième de l'arrêté viziriel d'application. »

« Article 12. — Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs :

« 8^o Quiconque contreviendra aux dispositions du titre quatrième de l'arrêté viziriel d'application ou des décisions administratives prises en vertu de ces dispositions.

« Le poisson pêché, colporté, transporté, acheté ou mis en vente sera saisi ou vendu ; il en sera de même du poisson se trouvant dans un établissement de pisciculture privé installé sans autorisation sur le domaine fluvial. Il sera procédé, en outre, à la démolition des constructions ou installations indûment édifiées sur ce domaine et à la remise des lieux en leur état primitif, dans les trois mois à dater du jugement qui les aura ordonnées, au besoin à la diligence de l'administration et aux frais des intéressés. »

« Article 19. —

« Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux propriétaires ou exploitants d'un établissement de pisciculture privé installé sur le domaine fluvial. »

ART. 2. — Le dahir précité du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) est complété par un article 31 bis, ainsi conçu :

« Article 31 bis. — Les propriétaires ou exploitants d'un établissement de pisciculture dûment autorisé bénéficieront des dispositions des articles 21, 30 et 31 ci-dessus qui concernent les fermiers de la pêche. »

Fait à Rabat, le 10 kaada 1364 (17 octobre 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 OCTOBRE 1945 (10 kaada 1364)
complétant l'arrêté viziriel du 14 avril 1922 (15 chaabane 1340) portant règlement pour l'application du dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) sur la pêche fluviale.

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 17 octobre 1945 (10 kaada 1364) complétant le dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) sur la pêche fluviale,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté viziriel du 14 avril 1922 (15 chaabane 1340) portant règlement pour l'application du dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) sur la pêche fluviale est complété par un titre quatrième ainsi conçu :

TITRE QUATRIÈME.

« Établissements de pisciculture privés.

« Article 19. — Le terme « établissement de pisciculture » désigne, d'une façon générale, toute installation en vue de l'élevage du poisson, à partir d'œufs, d'alevins ou d'adultes, soit pour la vente, soit pour procéder à des empoisonnements de cours d'eau ou pièces d'eau appartenant ou non au domaine fluvial.

« Le service des eaux et forêts appréciera, dans chaque cas, si l'installation projetée entre dans la catégorie des établissements de pisciculture. »

« Article 20. — Tout particulier désireux de créer un établissement de pisciculture sur le domaine fluvial, tel qu'il est défini à l'article 1^{er} du dahir du 11 avril 1922 (12 chaabane 1340) sur la pêche fluviale, devra y être autorisé par le service des eaux et forêts.

« La demande d'autorisation, adressée au chef de la circonscription forestière de la situation des lieux, est soumise à une enquête et à l'avis des différents services intéressés.

« L'autorisation est précaire et révoquée ; elle fixe les conditions d'installation et de fonctionnement de l'établissement et les obligations du permissionnaire. Seuls pourront être autorisés les établissements aménagés en enclos permanents, de telle manière que la circulation du poisson entre les eaux closes et les eaux libres soit constamment et efficacement interceptée au moyen de dispositifs appropriés.

« En aucun cas, il ne pourra être accordé d'autorisation pour un établissement comportant interruption de la circulation du poisson entre l'amont et l'aval, sur plus des deux tiers de la largeur mouillée, dans les cours d'eau à poissons migrateurs.

« L'établissement autorisé ne pourra être vendu, loué ou cédé, à quelque titre que ce soit, sans autorisation du service des eaux et forêts.

« Lorsque les installations projetées comporteront l'établissement d'une prise d'eau, ou l'occupation de parcelles dépendant du domaine public, tel que celui-ci est défini par les dahirs du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public et du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux, ou, simultanément, une prise d'eau et l'occupation du domaine public, le permissionnaire devra obtenir, avant la construction des installations, les autorisations prévues par l'article 12 du dahir précité du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) et par le dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) sur les occupations temporaires du domaine public. »

« Article 21. — Dans tout établissement de pisciculture autorisé, la pêche, même à la ligne flottante tenue à la main, sera interdite, sauf au permissionnaire et à ses délégués. Le permissionnaire sera tenu de placer des panneaux ou poteaux apparents, précisant cette interdiction et indiquant la date de l'autorisation. »

« Article 22. — Toute personne qui mettra en vente, transportera ou colportera des poissons provenant d'un établissement de pisciculture privé, même si cet établissement n'est pas installé sur le domaine fluvial, devra justifier à toute réquisition de leur origine par une déclaration émanant du propriétaire ou de l'exploitant de l'établissement d'où proviennent ces poissons, et certifiée par le service des eaux et forêts. Ces déclarations seront établies sur des formules extraites de carnets à souche fournis, contre remboursement, par l'administration.

« Les agents chargés de la police de la pêche pourront contrôler, à tout instant, les carnets détenus par les bénéficiaires des autorisations accordées en vertu de l'article 20 ci-dessus ; faute par ces derniers de se soumettre à ce contrôle, l'autorisation pourra leur être retirée ; il en sera de même si le contrôle faisait apparaître une infraction aux dispositions qui précèdent, sans préjudice des poursuites judiciaires dont seraient passibles les permissionnaires. »

« Article 23. — Les filets de pêche et engins de pêche prohibés par le règlement dont l'autorisation prévoirait exceptionnellement l'emploi, devront être plombés par les soins du service des eaux et forêts. »

Fait à Rabat, le 10 kaada 1364 (17 octobre 1945).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

DAHIR DU 18 OCTOBRE 1945 (11 kaada 1364)
modifiant le dahir du 5 juin 1942 (20 jourmada I 1361) portant création d'un registre d'état civil distinct pour les déclarations facultatives.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333) instituant un état civil dans la zone française de l'Empire chérifien, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 5 juin 1942 (20 jourmada I 1361) portant création d'un registre d'état civil distinct pour les déclarations facultatives.

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 1^{er} du dahir susvisé du 5 juin 1942 (20 jourmada I 1361) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — A titre provisoire, lorsque le nombre des déclarations reçues à l'état civil le justifiera, il pourra être tenu, indépendamment des registres prévus par les articles 10, 11 et 12 du dahir susvisé du 4 septembre 1915 (24 chaoual 1333), des registres distincts pour l'inscription des actes concernant les personnes auxquelles l'état civil n'est accessible que pour les naissances et les décès, dans les conditions prévues par l'article 1^{er} (2^e alinéa) dudit dahir. »

Fait à Rabat, le 11 kaada 1364 (18 octobre 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

DAHIR DU 18 OCTOBRE 1945 (11 kaada 1364)
complétant le dahir du 31 mai 1943 (26 jourmada I 1362) qui a étendu aux maladies d'origine professionnelle les dispositions du dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est complété ainsi qu'il suit l'article 6 du dahir du 31 mai 1943 (26 jourmada I 1362) étendant aux maladies d'origine professionnelle les dispositions du dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail :

« Article 6. —

« Est passible d'une amende de deux cents à cinq mille francs (200 à 5.000 fr.) tout employeur qui ne se conforme pas aux prescriptions d'un arrêté pris pour l'exécution du présent dahir, notamment s'il affecte sciemment à des travaux susceptibles d'engendrer ou d'aggraver une maladie professionnelle un ouvrier bénéficiaire soit d'une rente pour maladie professionnelle, soit d'une indemnité de changement d'emploi, alors que cet arrêté prévoit que cet ouvrier ne doit plus être occupé auxdits travaux.

« Les infractions au présent dahir sont constatées par les agents chargés de l'inspection du travail, qui établissent leurs procès-verbaux en deux exemplaires adressés au chef de la division du travail. »

Fait à Rabat, le 11 kaada 1364 (18 octobre 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

DAHIR DU 22 OCTOBRE 1945 (16 kaada 1364)
complétant le dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331)
sur la procédure civile.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le titre septième, chapitre VI, du dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331) sur la procédure civile est complété ainsi qu'il suit :

« N. — *Mainlevée d'opposition à mariage.*

« Article 473 bis. — Les demandes en mainlevée d'opposition à mariage seront jugées, tant devant le tribunal de première instance que devant la cour d'appel, selon la procédure d'urgence prévue par l'article 150, 4^e alinéa, du présent dahir. »

« Article 473 ter. — Le tribunal de première instance statuera dans les dix jours de la demande en mainlevée formée par les futurs époux, même mineurs.

« Appel de la décision du tribunal pourra être interjeté dans les dix jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans les dix jours de la signification.

« En cas d'appel, il sera statué dans les dix jours du dépôt de la requête.

« Si l'opposition est rejetée, les opposants autres que les ascendants pourront être condamnés à des dommages-intérêts.

« Les jugements et arrêts par défaut rejetant les oppositions à mariage ne sont pas susceptibles d'opposition. »

Fait à Rabat, le 15 kaada 1364 (22 octobre 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

DAHIR DU 28 OCTOBRE 1945 (21 kaada 1364)
prévoyant la faculté d'accorder une réduction du temps de stage
à certains avocats stagiaires.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le temps pendant lequel un avocat déjà inscrit au stage établit avoir été dans l'impossibilité de se soumettre aux obligations imposées, pour l'accomplissement du stage, par l'article 24 du dahir du 10 janvier 1934 (2 jourada II 1343) sur l'organisation du barreau et l'exercice de la profession d'avocat, soit par suite de circonstances inhérentes à l'état de guerre, soit en raison de mesures générales ou particulières, exorbitantes du droit commun, en vigueur le 16 juin 1940, ou prises depuis cette date, peut néanmoins être considéré comme temps de stage effectivement accompli.

Une réduction de la durée du stage pourra être accordée à ceux qui, remplissant les conditions exigées par la législation en vigueur pour demander leur admission au stage, établissent avoir été mis par les circonstances ou mesures ci-dessus visées, dans l'impossibilité de solliciter ou d'obtenir antérieurement leur admission au stage.

ART. 2. — En aucun cas, les dispositions qui précèdent ne pourront avoir pour effet de réduire le temps de stage effectivement accompli d'une durée supérieure à la moitié du temps minimum prescrit par les règlements en vigueur.

La réduction accordée ne pourra, en outre, excéder le temps pendant lequel l'intéressé s'est trouvé empêché, soit de se conformer aux obligations du stage, soit de s'inscrire au stage.

ART. 3. — La demande en réduction est adressée au bâtonnier. La réduction du stage est accordée ou refusée selon les modalités prévues pour la délivrance ou le refus du certificat constatant l'accomplissement du stage par l'article 25 du dahir précité du 10 janvier 1934 (2 jourada II 1343).

ART. 4. — Les dispositions du présent dahir cesseront d'avoir effet à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date légale de cessation des hostilités.

Fait à Rabat, le 21 kaada 1364 (28 octobre 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

DAHIR DU 30 OCTOBRE 1945 (23 kaada 1364)
relatif à la représentation des fonctionnaires et agents du Protectorat aux commissions de réforme et aux caisses marocaines de retraites, de prévoyance et des rentes viagères.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 1^{er} mars 1930 (30 ramadan 1348) instituant un régime de pensions civiles et, notamment, son article 17 relatif à la commission de réforme ;

Vu le dahir du 22 octobre 1937 (16 chaabane 1356) fixant les modalités d'élection des délégués membres des conseils d'administration des caisses marocaines de prévoyance, de retraites et des rentes viagères ;

Vu le dahir du 10 novembre 1943 (11 kaada 1362) relatif à la représentation des fonctionnaires et agents du Protectorat aux commissions de réforme et aux caisses marocaines de retraites, de prévoyance et des rentes viagères,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 2 du dahir susvisé du 10 novembre 1943 (11 kaada 1362) cesseront d'être appliquées, dès la publication au *Bulletin officiel* des décisions portant homologation des élections des délégués du personnel aux commissions de réforme et aux conseils d'administration des caisses marocaines de prévoyance, de retraites et des rentes viagères et autres organismes de même nature.

ART. 2. — La date des élections est laissée à la détermination du Commissaire résident général.

Fait à Rabat, le 23 kaada 1364 (30 octobre 1945).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 octobre 1945.

Le Commissaire résident général,
GABRIEL PUAUX.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 NOVEMBRE 1945 (9 hija 1364)
modifiant l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358)
formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358) formant statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, tel qu'il a été modifié ou complété, notamment par les arrêtés viziriels du 15 juillet 1943 (12 rejeb 1362) et 8 juin 1944 (16 jourada II 1363) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} et 21 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 mars 1939 (26 moharrem 1358) sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« Les chefs de bureau sont répartis en quatre classes et les sous-chefs de bureau en trois classes. »

« Article 21. — Peuvent seuls être promus :

« 1^o

« 2^o Chefs de bureau de 3^e classe, les sous-chefs de bureau de 1^{re} et de 2^e classe comptant au minimum douze ans de services publics « valables pour la retraite. »

ART. 2. — Sont abrogées les dispositions du dernier alinéa de l'article 21 susvisé, accordant une bonification d'ancienneté aux chefs de bureau hors classe promus sous-directeurs de 2^e classe.

ART. 3. — Le présent arrêté prendra effet du 1^{er} février 1945.

Fait à Rabat, le 9 hiza 1364 (15 novembre 1945).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 novembre 1945.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
LÉON MARCHAL.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 19 NOVEMBRE 1945 (13 hiza 1364)

fixant le salaire des conducteurs de travaux ruraux, des adjoints techniques du génie rural, des moniteurs agricoles et des moniteurs d'élevage citoyens français et sujets marocains musulmans.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 novembre 1941 (15 chaoual 1360) formant statut des conducteurs de travaux ruraux et des adjoints techniques du génie rural ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 novembre 1941 (15 chaoual 1360) formant statut des moniteurs agricoles et des moniteurs d'élevage, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 10 juin 1942 (25 jourmada I 1361) ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 novembre 1941 (16 chaoual 1360) fixant le salaire des conducteurs de travaux ruraux et des adjoints techniques du génie rural citoyens français et sujets marocains musulmans ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 novembre 1941 (16 chaoual 1360) fixant le salaire des moniteurs agricoles et des moniteurs d'élevage français et des sujets marocains musulmans ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 août 1945 (13 ramadan 1364) portant augmentation des salaires du personnel auxiliaire à salaire mensuel relevant de l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 octobre 1945 (8 kaada 1364) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté viziriel susvisé du 5 octobre 1931 (22 jourmada I 1350) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« 1^{re} catégorie. — conducteurs de travaux ruraux, etc.) :

« 2^e catégorie. —, adjoints techniques du génie rural. « moniteurs agricoles, moniteurs d'élevage, etc.) . »

ART. 2. — Le premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté viziriel susvisé du 5 novembre 1941 (15 chaoual 1360) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 7. — Les conducteurs de travaux ruraux et les adjoints techniques du génie rural ne peuvent être nommés à la 8^e classe qu'après avoir effectué un stage probatoire de trente mois ; le salaire journalier qui leur sera attribué pendant la durée de ce stage est celui prévu avant deux ans et demi de service par les dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 15 octobre 1945 (8 kaada 1364) pour les agents auxiliaires de la catégorie dans laquelle ils sont incorporés. »

(La suite sans modification.)

ART. 3. — Le premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté viziriel susvisé du 5 novembre 1941 (15 chaoual 1360) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 7. — Les moniteurs agricoles et les moniteurs d'élevage ne peuvent être nommés à la 8^e classe qu'après avoir effectué un stage probatoire de trente mois ; le salaire journalier qui leur sera attribué pendant la durée de ce stage est celui prévu par les dispositions de l'article 2 de l'arrêté viziriel susvisé du 15 octobre 1945 (8 kaada 1364) pour les agents auxiliaires de la catégorie dans laquelle ils sont incorporés. »

ART. 4. — Les conducteurs de travaux ruraux, les adjoints techniques du génie rural, les moniteurs agricoles et les moniteurs d'élevage citoyens français et sujets marocains musulmans, classés à salaire mensuel antérieurement au 1^{er} février 1945, seront, à cette date, classés dans la catégorie où ils sont incorporés, à l'échelon de la nouvelle hiérarchie correspondant à celui qu'ils avaient dans leur ancienne échelle, avec l'ancienneté qu'ils y avaient acquise.

ART. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, qui aura effet à compter du 1^{er} février 1945.

Fait à Rabat, le 13 hiza 1364 (19 novembre 1945)

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 novembre 1945.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
LÉON MARCHAL.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 20 NOVEMBRE 1945 (14 hiza 1364) modifiant l'arrêté viziriel du 22 août 1945 (13 ramadan 1364) fixant les traitements de certaines catégories de personnel de la direction des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 22 août 1945 (13 ramadan 1364) fixant les traitements de certaines catégories de personnel de la direction des travaux publics.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 22 août 1945 (13 ramadan 1364) est modifié ainsi qu'il suit :

« OFFICIERS DE PORT

« Lieutenants de port

« (Échelle a b)

« 1 ^{re} classe	84.000 fr.
« 2 ^e —	75.000
« 3 ^e —	66.000
« Stagiaires	54.000

« Sous-lieutenants de port
« (Échelle 5 a)

« 1 ^{re} classe	60.000 fr.
« 2 ^e —	55.500
« 3 ^e —	51.000
« 4 ^e —	46.500
« Stagiaires	39.000

ART. 2. — L'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 22 août 1945 (13 ramadan 1364) est complété ainsi qu'il suit :

« Article 3. —

« Toutefois, les lieutenants de port et les sous-lieutenants de port sont reclassés dans les nouvelles échelles suivant le tableau de correspondance ci-après :

« Lieutenants de port

« ANCIENNE HIÉRARCHIE	« NOUVELLE HIÉRARCHIE
« Classe exceptionnelle	1 ^{re} classe.
« 1 ^{re} classe	2 ^e classe.
« 2 ^e classe	3 ^e classe.
« 3 ^e classe	Stagiaires.

« Sous-lieutenants de port

« Classe exceptionnelle	1 ^{re} classe.
« 1 ^{re} classe	2 ^e classe.
« 2 ^e classe	3 ^e classe.
« 3 ^e classe	4 ^e classe.
« 4 ^e classe	Stagiaires.

« Les agents reclassés conformément aux dispositions ci-dessus « conservent dans leur nouvelle classe l'ancienneté qu'ils ont acquise « dans leur classe antérieure. »

ART. 3. — Les dispositions du présent article prendront effet à compter du 1^{er} février 1945.

Fait à Rabat, le 14 hijra 1364 (20 novembre 1945).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 novembre 1945.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
LÉON MARCHAL.

ARRÊTÉ RESIDENTIEL

modifiant l'arrêté résidentiel du 2 février 1938 formant statut du personnel de l'Office des mutilés et anciens combattants.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ À LA RESIDENCE GÉNÉRALE, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 2 février 1938 formant statut du personnel de l'Office des mutilés et anciens combattants ;

Vu le dahir du 2 juillet 1945 portant réforme des traitements des fonctionnaires en service au Maroc,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 5 de l'arrêté résidentiel susvisé du 2 février 1938 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 5. — A compter du 1^{er} février 1945, les traitements de base et les classes ou échelons que comportent les emplois énumérés ci-après sont fixés ainsi qu'il suit :

« Chefs de division
« (Échelle 19)

« Classe exceptionnelle	180.000 fr.
« 1 ^{re} classe	168.000
« 2 ^e —	156.000
« 3 ^e —	144.000
« 4 ^e —	132.000
« 5 ^e —	120.000

« Chefs de bureau
« (Échelle 16 b)

« Classe exceptionnelle	150.000 fr.
« 1 ^{re} classe	138.000
« 2 ^e —	126.000
« 3 ^e —	117.000
« 4 ^e —	108.000
« 5 ^e —	102.000
« 6 ^e —	96.000

« Rédacteurs principaux
« (Échelle 11 a)

« 1 ^{re} classe	96.000 fr.
« 2 ^e —	88.500
« 3 ^e —	81.000
« 4 ^e —	73.500

« Rédacteurs

« 1 ^{re} classe	66.000 fr.
« 2 ^e —	60.000
« 3 ^e —	54.000
« Stagiaires	48.000

« Commis chefs de groupe
« (Échelle 11 b)

« Hors classe	96.000 fr.
« 1 ^{re} classe	90.000
« 2 ^e —	84.000
« 3 ^e —	78.000
« 4 ^e —	72.000
« 5 ^e —	66.000

« Commis principaux
« (Échelle 9 a)

« Classe exceptionnelle :	
« Après 3 ans	84.000 fr.
« Avant 3 ans	75.000
« Hors classe	69.000
« 1 ^{re} classe	64.500
« 2 ^e —	60.000
« 3 ^e —	55.500

« Commis

« 1 ^{re} classe	51.000 fr.
« 2 ^e —	46.500
« 3 ^e —	42.000

« Dames dactylographes et dames employées.

« Hors classe :	
« 2 ^e échelon	66.000 fr.
« 1 ^{er} —	63.000

« (Échelle 5 a)

« 1 ^{re} classe	60.000 fr.
« 2 ^e —	55.500
« 3 ^e —	51.000
« 4 ^e —	48.000
« 5 ^e —	45.000
« 6 ^e —	42.000
« 7 ^e —	39.000

« Les nouveaux traitements fixés par le présent arrêté sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire « ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés ci-dessus, autrement que dans les conditions fixées par les articles 6 et 8 du dahir « susvisé du 2 juillet 1945. »

« Article 5 bis. — Les nouveaux traitements seront attribués aux « agents suivant leurs classes ou échelons respectifs.

« L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires « dans leurs classes ou échelons comptera, en principe, du jour de « leur dernière promotion. »

« Article 5 ter. — Par dérogation aux dispositions de l'article 5 bis « ci-dessus, les chefs de division et chefs de bureau en fonction à la « date du 1^{er} février 1945, seront reclassés ainsi qu'il suit :

« ANCIENNE SITUATION	NOUVELLE SITUATION
« Chef de division de 1 ^{re} classe.	Chef de division de 4 ^e classe.
« Chef de division de 2 ^e classe.	Chef de division de 5 ^e classe.
« Une bonification d'un an sera attribuée aux chefs de division de 2 ^e classe reclassés dans la 5 ^e classe de la nouvelle hiérarchie.	
« Sous-chef de division de 1 ^{re} classe.	Chef de bureau de 3 ^e classe.
« Sous-chef de division de 2 ^e classe.	Chef de bureau de 4 ^e classe.
« L'accès aux échelons supérieurs sera prononcé après avis du secrétaire général du Protectorat, compte tenu de l'ancienneté acquise par les agents dans leur classe actuelle.	
« L'accès à la classe exceptionnelle que comporte le grade de chef de division est réservé jusqu'à nouvel ordre au directeur de l'Office. »	

Rabat, le 26 novembre 1945.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
LÉON MARCHAL.

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Modifications aux dahirs des 26 juillet 1930 (29 safar 1349), 6 juillet 1932 (1^{er} rebia I 1351) et 30 septembre 1938 (6 chaabane 1357) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plans et règlements d'aménagement des quartiers voisins du port à Casablanca.

Par dahirs du 25 septembre 1945 (18 chaoual 1364) ont été modifiés ainsi qu'il suit l'article 3 du dahir du 26 juillet 1930 (29 safar 1349), l'article 2 du dahir du 6 juillet 1932 (1^{er} rebia I 1351) et l'article 2 du dahir du 30 septembre 1938 (6 chaabane 1357) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications aux plans et règlements d'aménagement des quartiers voisins du port de Casablanca :
« Le directeur des finances, le chef du service des domaines et les autorités locales de la ville de Casablanca sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent dahir. »

Budgets spécial et additionnel de la région de Marrakech (zone civile).

Par dahir du 8 octobre 1945 (1^{er} kaada 1364) le budget spécial pour l'exercice 1944 et le budget additionnel pour l'exercice 1945 de la région de Marrakech (zone civile) ont été réglés et approuvés conformément au tableau annexé à l'original dudit dahir.

ARRÊTÉ RESIDENTIEL

modifiant l'arrêté résidentiel du 10 juin 1942 concernant l'attribution de prêts au mariage à certains ressortissants de l'Office de la famille française.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC, Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'Office de la famille française en date du 2 août 1945 et du comité permanent dudit Office en date du 5 septembre 1945,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 2, 6 et 8 de l'arrêté résidentiel du 10 juin 1942 concernant l'attribution de prêts au mariage à certains ressortissants de l'Office de la famille française sont modifiés ou complétés ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Dans la limite des crédits prévus à cet effet par son budget, l'Office de la famille française peut accorder à certains de ses ressortissants, à l'occasion de leur mariage

« célébré depuis le 1^{er} mai 1942, des prêts d'établissement dits « prêts au mariage ».

« Le montant de ces prêts, pour toute demande présentée postérieurement au 18 mai 1945, peut être égal à dix fois le salaire de base fixé par le secrétaire général du Protectorat pour le calcul de l'allocation de la mère au foyer servie par l'Office de la famille française.

« Les prêts portent intérêt à 1 % . »

« Article 2. —

« 1^o Être domiciliés dans la zone française de l'Empire chérifien ;

« 2^o

« 3^o Ne pas disposer de ressources globales annuelles excédant deux fois le salaire de base visé à l'article 1^{er}. Les ressources à prendre en considération seront celles dont bénéficiaient les époux au moment de leur mariage. »

« Article 6. — Les demandes sont examinées par le comité permanent du conseil d'administration de l'Office de la famille française, lequel est complété à cet effet par le directeur de l'Office des mutilés, des anciens combattants et victimes de la guerre, et par le secrétaire général de l'Office de la famille française. »

« Article 8. — Les prêts sont remboursables en quinze années ; la première annuité ne commence à courir que trois ans après la date du prêt. Les annuités ne sont exigibles qu'à terme échu. »

ART. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 5 est abrogé.

ART. 3. — Aux dispositions prévues à l'arrêté résidentiel du 10 juin 1942 s'ajoute un titre quatrième comme il est précisé ci-dessous :

« TITRE QUATRIÈME.

« Dispositions transitoires.

« Article 16. — Nonobstant toute disposition contraire, les prisonniers de guerre pourront, s'ils ont contracté mariage postérieurement au 1^{er} septembre 1939, et remplissent les conditions visées ci-dessus, bénéficier des prêts au mariage, sous réserve que leurs demandes soient présentées dans un délai de six mois à compter de la date de leur libération, ou de la date de publication du présent arrêté. »

« Article 17. — Les dispositions prévues à l'article 5 ne sont pas opposables aux mobilisés ayant servi hors du Maroc, sous réserve que leur demande de prêt soit présentée dans le délai de six mois à compter de la date de la publication du présent arrêté ou de la date de leur démobilisation, si elle se produit postérieurement à cette publication. »

« Article 18. — Les dispositions prévues aux articles 16 et 17 ne s'appliquent qu'aux prisonniers de guerre et aux démobilisés résidents au Maroc antérieurement à la date de publication du présent arrêté. »

Rabat, le 10 novembre 1945.

GABRIEL PUAUX.

ARRÊTÉ RESIDENTIEL

modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 30 octobre 1942 réglementant l'aide aux familles françaises.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC, Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'Office de la famille française en date du 2 août 1945 et du comité permanent dudit Office en date du 5 septembre 1945,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 5, 15, 23 et 35 de l'arrêté résidentiel du 30 octobre 1942 réglementant l'aide aux familles françaises sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 1^{er}. —

(4^e alinéa) « Pourront également bénéficier de ladite allocation les femmes qui, remplissant les conditions de nationalité requises, effectuent hors de leur domicile des travaux de minime impor-

« tance pour un faible salaire journalier, à condition que ce salaire d'appoint ne soit pas supérieur à 1.000 francs par mois, et que les intéressées ne soient pas retenues hors de leur foyer pendant plus d'une demi-journée par jour. »

« Article 5. —

« Sont considérés comme étant à charge :

« 3° Les enfants de 15 à 18 ans qui ne reçoivent pas un salaire supérieur à 1.000 francs par mois ;

« Toutefois l'enfant unique n'ouvre droit à l'allocation que jusqu'à l'âge de 5 ans, sauf lorsqu'il s'agit d'un orphelin de père et de mère, ou de père ou de mère, qui suit le sort commun aux autres enfants. De même, l'âge limite de 5 ans est prolongé d'une durée égale à l'absence du père, hors du Maroc, lorsque cette absence résultera de la mobilisation, ou qu'il s'agit d'un prisonnier de guerre ;

« L'enfant unique, recueilli ou adopté, ouvre droit à l'allocation pendant 5 ans à compter du jour où il a été recueilli ou adopté, sous réserve que s'il atteint 15 ans pendant cette période, il remplisse encore les conditions prévues par la réglementation. »

(La suite sans modification.)

« Article 15. —

« Sont assimilées aux veuves pour avoir droit à ladite allocation, pourvu qu'elles remplissent les conditions de nationalité ci-dessus définies :

« 1° Les mères divorcées non remariées et les mères séparées de corps lorsqu'elles assurent la garde des enfants ; »

(La suite sans modification.)

« Article 22. — Pour toute naissance d'enfant légitime, survenue depuis le 1^{er} mai 1942, quel que soit le rang de cette naissance, l'Office de la famille française alloue une prime de 1.000 francs aux chefs de famille domiciliés dans la zone française de l'Empire chérifien ou dans la zone de Tanger, au sens de l'article 3 ci-dessus, et possédant la qualité de citoyen français, ou dont le nouveau-né possède la même qualité, à l'exclusion des familles ayant droit, par ailleurs, aux avantages du code de la famille ou à une prime analogue de la part d'un organisme quelconque (administration et établissements publics, municipalités, sociétés subventionnées, sociétés concessionnaires d'un service public, entreprises privées). »

(La suite sans modification.)

« Article 35. —

« a) Des secours d'urgence en espèces d'un montant maximum de 1.000 francs par famille et par an ; »

(La suite sans modification.)

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté produiront effet à compter du 1^{er} août 1945 pour les articles 1^{er}, 5, 15 et 35, et à compter du 1^{er} septembre 1945 pour l'article 22.

Rabat, le 10 novembre 1945.

GABRIEL PUAUX.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

modifiant et complétant l'arrêté résidentiel du 20 mai 1944 relatif aux ristournes sur les frais d'hospitalisation accordées aux familles françaises.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC, Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'Office de la famille française en date du 2 août 1945 et du comité permanent dudit Office en date du 5 septembre 1945,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté résidentiel du 20 mai 1944 relatif aux ristournes sur les frais d'hospitalisation accordées aux familles françaises sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Le taux de ces ristournes est fixé à :

a) Hospitalisation :

- « 10 % pour les familles comptant au moins 2 enfants mineurs vivants ;
- « 20 % pour les familles comptant au moins 3 enfants mineurs vivants ;
- « 30 % pour les familles comptant au moins 4 enfants mineurs vivants ;
- « 40 % pour les familles comptant au moins 5 enfants mineurs vivants ;
- « 50 % pour les familles comptant au moins 6 enfants mineurs vivants ;

b) Accouchements en maternité ou dans les établissements d'accouchement publics et privés :

- « 20 % pour la naissance d'un 2^e enfant ;
- « 50 % pour la naissance d'un 3^e enfant ;
- « 75 % pour la naissance d'un 4^e enfant ;
- « 100 % pour la naissance d'un 5^e et des suivants.

« Ces ristournes sont calculées dans les conditions prévues par l'article 1^{er} de l'arrêté résidentiel du 30 août 1944. »

« Article 3. — Le montant des ristournes est mandaté aux ayants droit sur production d'une demande formulée, sous peine de forclusion, dans un délai maximum de six mois, après paiement des frais d'hospitalisation ou d'accouchement.

« Cette demande, dûment certifiée par le président de l'Association familiale française ou son délégué local, devra être appuyée d'un certificat délivré par la formation hospitalière, indiquant la durée de l'hospitalisation et le montant des frais payés.

« Les imprimés de demande et de certificat seront fournis par l'Office de la famille française.

« En plus des pièces indiquées aux paragraphes précédents, il y aura lieu de joindre aux demandes de ristourne pour frais d'accouchement un extrait du livret de famille ; cet extrait sera remplacé pour les requérants qui n'ont pas de livret de famille soit par un bulletin de naissance de chacun des enfants, soit par une attestation de l'autorité locale indiquant le nombre de leurs enfants légitimes ou légitimés. »

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté produiront effet à compter du 1^{er} août 1945.

Rabat, le 10 novembre 1945.

GABRIEL PUAUX.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

relatif à l'organisation de la délégation de l'Entr'aide française au Maroc.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC, Grand officier de la Légion d'honneur,

Vu l'ordonnance du 15 décembre 1944 relative à l'Entr'aide française, et les statuts y annexés ;

En vue d'organiser l'action de cette œuvre dans le Protectorat, en conformité des dispositions prises dans la métropole,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'Entr'aide française est représentée au Maroc par une délégation dont l'organisation et le fonctionnement sont réglés conformément aux statuts annexés au présent arrêté et selon les directives du siège central de l'œuvre.

Art. 2. — L'arrêté résidentiel du 1^{er} juillet 1944 relatif à l'Entr'aide française pour la libération est abrogé.

Rabat, le 12 novembre 1945.

GABRIEL PUAUX.

* * *

Statuts de la délégation de l'Entr'aide française au Maroc.

ARTICLE PREMIER. — La délégation de l'Entr'aide française au Maroc est dirigée par un délégué, assisté d'un ou plusieurs délégués adjoints.

Art. 2. — Auprès du délégué de l'Entr'aide française est institué un comité franco-marocain, placé sous la présidence d'honneur du Commissaire résident général et de S. Exc. le Grand Vizir.

Le comité franco-marocain comprend, outre le délégué de l'Entr'aide française, qui en assure la présidence effective, et les délégués adjoints :

- 1° Huit représentants des administrations publiques, à savoir :
 - Le secrétaire général du Protectorat ;
 - Un représentant du Makbzen central ;
 - Le conseiller du Gouvernement chérifien ;
 - Le directeur des affaires politiques ;
 - Le directeur des finances ;
 - Le directeur de la santé publique et de la famille ;
 - Le trésorier général du Protectorat ;
 - Le conseiller aux affaires sociales,
 ou leurs représentants ;
- 2° Le président de la Fédération des chambres d'agriculture ;
Le président de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie ;
Le secrétaire de la Fédération du 3^e collège,
ou leurs représentants ;
- 3° Un représentant de l'Association des anciens combattants et victimes de la guerre du Maroc ;
Deux représentants de l'Union des syndicats confédérés du Maroc (C.G.T.) ;
Un représentant de l'Union des syndicats chrétiens du Maroc (C.F.T.C.) ;
Des représentants des groupements patriotiques, au nombre de quatre au plus ;
Un représentant du comité des sports ;
Un membre de l'enseignement ;
- 4° Trois représentants des sociétés de bienfaisance musulmanes :
Un représentant des communautés israélites ;
Un représentant des œuvres sociales catholiques ;
Un représentant des œuvres sociales protestantes ;
- 5° L'assistante ou l'assistant social, chef du service social de la délégation ;
- 6° Deux personnalités qualifiées par leur activité sociale.

Art. 3. — Le délégué de l'Entr'aide française au Maroc est nommé par le comité central de l'Entr'aide française, avec l'accord préalable du Commissaire résident général.

Il est mis fin à sa mission dans les mêmes formes.

Les délégués adjoints sont nommés par le siège central.

Les membres du comité franco-marocain sont nommés, pour la première formation, par arrêté du Commissaire résident général, avec l'agrément préalable du comité central. Les désignations ultérieures seront effectuées par voie de cooptation, et soumises à l'agrément du comité central.

Art. 4. — Des sous-commissions peuvent être constituées au sein du comité franco-marocain, pour suivre l'étude particulière de certaines catégories de problèmes.

Art. 5. — Dans chaque chef-lieu de région et à Agadir, la délégation de l'Entr'aide française au Maroc est représentée par un sous-délégué, désigné par le délégué de l'Entr'aide française, après avis du comité franco-marocain et avec l'accord du chef de la région.

Le sous-délégué peut être assisté d'un ou plusieurs sous-délégués adjoints, désignés suivant la même procédure.

Art. 6. — Au siège de chaque sous-délégation est institué un comité franco-marocain, placé sous la présidence d'honneur du chef de la région et sous la présidence effective du sous-délégué.

Ce comité comprend des représentants des organisations professionnelles et syndicales, des groupements patriotiques et des œuvres sociales laïques ou confessionnelles, françaises et marocaines, et des personnes qualifiées par leur activité sociale.

Sa composition est arrêtée et ses membres sont désignés par le délégué de l'Entr'aide française, avec l'accord du chef de la région.

Art. 7. — Les règles définies aux articles 5 et 6 ci-dessus s'appliquent à Tanger, compte tenu des conditions locales. Les prérogatives et pouvoirs réservés aux chefs de région sont exercés par le ministre plénipotentiaire, chargé du consulat général de France dans cette zone de l'Empire chérifien.

Art. 8. — Dans les villes et centres de chaque région, des correspondants de l'Entr'aide française peuvent être nommés par le délégué de l'Entr'aide française, sur la proposition du sous-délégué et avec l'accord du chef de la région.

Un comité restreint franco-marocain, dont les membres sont désignés suivant la même procédure, peut être institué auprès de chaque correspondant, qui en assure la présidence.

Art. 9. — Le délégué de l'Entr'aide française, les sous-délégués et leurs adjoints, ainsi que les membres des comités, ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qu'ils assument à l'Entr'aide française.

Ils ont seulement droit, le cas échéant, et sur production de justifications appropriées, au remboursement de leurs dépenses effectives.

Art. 10. — La dissolution de la délégation de l'Entr'aide française au Maroc est prononcée dans les conditions prévues par les statuts de l'œuvre et par la législation en vigueur au Maroc.

ARRÊTÉ RESIDENTIEL

fixant les dates des sessions des tribunaux criminels de Casablanca, Rabat, Oujda, Marrakech et Fès, pour l'année 1946.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 12 du dahir du 12 août 1913 sur l'organisation de la justice française,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tribunal criminel de Casablanca tiendra, en 1946, quatre sessions qui commenceront respectivement le deuxième lundi de janvier, le premier lundi d'avril, le premier lundi de juillet et le troisième lundi d'octobre.

Art. 2. — Les tribunaux criminels de Rabat et d'Oujda tiendront, en 1946, quatre sessions qui commenceront respectivement le premier lundi de février, le deuxième lundi de mai, le quatrième lundi de juillet et le quatrième lundi d'octobre.

Art. 3. — Le tribunal criminel de Marrakech tiendra, en 1946, quatre sessions qui commenceront respectivement le deuxième lundi de janvier, le premier lundi d'avril, le quatrième lundi de juin et le quatrième lundi d'octobre.

Art. 4. — Le tribunal criminel de Fès tiendra, en 1946, quatre sessions qui commenceront respectivement le quatrième lundi de janvier, le deuxième lundi d'avril, le premier lundi de juillet et le troisième lundi d'octobre.

Rabat, le 19 novembre 1945.

LÉON MARCHAL.

ARRÊTÉ RESIDENTIEL

portant ouverture d'un concours pour le recrutement de vingt adjoints de contrôle stagiaires.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 25 mai 1943 formant statut des agents du cadre des adjoints de contrôle, et les textes qui l'ont modifié ou complété :

Sur la proposition du directeur des affaires politiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de vingt adjoints de contrôle stagiaires aura lieu à partir du 12 décembre 1945. Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Alger, Paris et Lyon. Les épreuves orales, d'équitation et d'aptitude professionnelle auront lieu exclusivement à Rabat.

ART. 2. — Ce concours est ouvert à tous les candidats justifiant des conditions énumérées aux articles 11 et 12 de l'arrêté susvisé du 25 mai 1943 et qui auront été autorisés par le directeur des affaires politiques à subir les épreuves du concours.

ART. 3. — A titre exceptionnel et transitoire, la limite d'âge prévue à l'article 11 de l'arrêté résidentiel précité du 25 mai 1943 ne sera pas opposable aux candidats à ce concours, auxquels elle n'aurait pu l'être entre le 8 novembre 1942 et le 12 décembre 1945.

ART. 4. — Le directeur des affaires politiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 25 novembre 1945.

LÉON MARCHAL.

Prix de vente du charbon à gazogène.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 11 octobre 1945 le tableau figurant à l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 mai 1944 fixant le prix de vente du charbon à gazogène a été complété ainsi qu'il suit :

« Settal 400 francs. »

Prix maxima de vente aux utilisateurs des cuirs lourds de bovins de production locale.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 10 novembre 1945 les prix maxima de vente aux utilisateurs de cuirs lourds de bovins de production locale et des peausseries et cuirs destinés à la bourrellerie ont été fixés ainsi qu'il suit :

1° Cuir lissé, battu.

1^{er} choix :

Bandes	75 francs le kilo ;
Croupon	100 — —
Collet	62 — —
Flanc	44 — —

2^e choix : Bandes tout venant 63 francs le kilo ;

3^e choix : Bandes et écarts 56 — —

Les prix des cuirs non battus ni cylindrés subiront une réfaction de 2 francs par kilo.

2° Cuir à bourrellerie, en bandes.

1^{er} choix 93 francs le kilo ;

2^e choix 79 — —

Les producteurs sont tenus de marquer obligatoirement les cuirs de leur production.

Ce marquage doit renseigner sur le nom du tanneur et le classement de la marchandise.

Prix maximum du lait frais pour le centre de Casablanca.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 13 novembre 1945 l'article 2 de l'arrêté du 11 juin 1945 fixant le prix maximum du lait frais pour le centre de Casablanca a été modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Les prix maxima de vente au détail des laits frais de consommation sont fixés ainsi qu'il suit, à l'intérieur du périmètre municipal de Casablanca :

« Lait pasteurisé, en bouteilles cachetées, à 19 francs le litre ;

« Lait hygiénisé, en bidon, à 15 fr. 50 le litre. »

(La suite sans modification.)

Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant les prix maxima des repas servis dans les établissements visés à l'article 2 de l'arrêté résidentiel du 10 février 1942 et non placés en hors classe.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 24 mars 1944 donnant délégation au directeur des affaires économiques pour la signature des arrêtés portant fixation du prix des marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu les arrêtés du secrétaire général du Protectorat des 5 juin 1944 et 30 juin 1945 fixant les prix maxima des repas servis dans les établissements visés à l'article 2 de l'arrêté résidentiel du 10 février 1942 et non placés en hors classe ;

Après avis de la commission centrale des prix, en sa séance du 3 novembre 1945,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les chefs de région pourront réviser les prix des repas servis dans les établissements visés à l'article 2 de l'arrêté résidentiel du 10 février 1942 portant réglementation des restaurants, et non placés en hors classe, dans la limite des prix maxima ci-après, quel que soit le type du menu servi :

	Catégories				
	A	AB	B	C et D	E et F
Prix maxima	45	40	36	31	26

Boisson, pain et service en sus.

Le pain ne pourra être compté plus de 1 franc par repas, quelle que soit la catégorie de l'établissement.

Les marges sur les vins ordinaires et sur la bière restent sans changement.

Les marges sur les vins fins et sélectionnés sont uniformément fixées au maximum à 25 francs par bouteille d'une contenance d'au moins 70 centilitres et à 13 francs par demi-bouteille. Les marges sur les vins mousseux sont fixées au maximum à 30 francs par bouteille d'une contenance d'au moins 80 centilitres et à 15 francs par demi-bouteille. La présentation de la carte de ces vins avec mention des prix est obligatoire. Les demandes de vin ordinaire formulées par la clientèle doivent être satisfaites, faute de quoi le restaurateur est tenu de servir un vin fin ou sélectionné de son choix au prix du vin ordinaire.

ART. 2. — Les arrêtés susvisés des 5 juin 1944 et 30 juin 1945 sont abrogés, en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent arrêté.

Rabat, le 15 novembre 1945.

P. le secrétaire général du Protectorat,
et par délégation,

Le directeur des affaires économiques,

SOULMAGNON.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat relatif à l'organisation de l'examen probatoire pour l'admission de certains agents dans les cadres du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 mars 1939 relatif au statut du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat ;

Vu l'arrêté du 1^{er} octobre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel administratif relevant du secrétariat général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen probatoire aura lieu le 21 décembre 1945, en vue de la titularisation de certains agents dans les cadres des commis, des dames dactylographes et dames employées des administrations centrales du Protectorat.

ART. 2. — Pourront être autorisés à se présenter à cet examen les agents auxiliaires ou journaliers en service dans l'une des directions relevant du secrétariat général du Protectorat pour la gestion du personnel administratif, et qui pourront se prévaloir des dispositions de l'article 7 du dahir susvisé du 5 avril 1945.

Les candidats doivent adresser, avant le 15 décembre 1945, leur demande au secrétariat général du Protectorat (service du personnel), par l'entremise des chefs d'administration qui transmettront également les dossiers des intéressés (comportant obligatoirement un extrait de leur casier judiciaire).

ART. 3. — L'examen comprendra les épreuves écrites suivantes :

- a) Pour les candidats à l'emploi de commis : une dictée (coefficient 1) ; deux problèmes d'arithmétique (coefficient 2) ;
- b) Pour les candidates à l'emploi de dame dactylographe : une dictée (coefficient 1) ; une épreuve de dactylographie (coefficient 2) ;
- c) Pour les candidates à l'emploi de dame employée : une dictée.

ART. 4. — Le jury de l'examen, présidé par un sous-directeur, comprendra deux fonctionnaires du grade de chef de bureau ou de sous-chef de bureau désignés par le secrétaire général du Protectorat.

ART. 5. — Cet examen sera organisé dans les conditions prévues par l'arrêté du 28 mai 1930 portant règlement sur la police des concours et examens organisés par le secrétariat général du Protectorat.

ART. 6. — Les compositions seront notées de 0 à 20. Sera éliminé tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 7. Les candidats devront, pour être admis, avoir obtenu pour l'ensemble des épreuves, et compte tenu des coefficients applicables à chacune d'elles, une moyenne au moins égale à 10 sur 20.

ART. 7. — Les nominations dans les cadres mentionnés à l'article 1^{er} du présent arrêté seront prononcées après avis de la commission de classement prévue à l'article 5 de l'arrêté susvisé du 1^{er} octobre 1945.

Rabat, le 27 novembre 1945.

P. le secrétaire général du Protectorat absent
et par délégation,
L'inspecteur général des services administratifs,
EMMANUEL DURAND.

Arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel relevant de la direction des affaires chérifiennes.

LE CONSEILLER DU GOUVERNEMENT CHERIFIEN,

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 11 mars 1939 formant statut du personnel des secrétariats des juridictions marocaines,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les agents auxiliaires, les agents journaliers permanents rétribués sur fonds de travaux ou de service, les agents à contrat qui, en fonction à la date du présent arrêté à la direction des affaires chérifiennes ou dans un service relevant d'elle, consacrent toute leur activité au service public, pourront être titularisés dans les cadres du personnel défini par l'arrêté viziriel susvisé du 11 mars 1939 ou dans l'un des cadres des personnels gérés par l'organisme précité.

ART. 2. — Pour pouvoir être titularisés, les intéressés devront remplir les conditions suivantes :

- 1° Être soit citoyens français, jouissant de leurs droits civils, ou assimilés, soit protégés français ;

2° Pouvoir compléter quinze ans de services valables pour la retraite à l'âge de 55 ans ou de 53 ans, selon qu'ils appartiendront à la catégorie A ou à la catégorie B ;

3° L'accomplir, au 1^{er} janvier 1945, au moins quinze ans de services dans une administration publique du Protectorat, le service légal et les services de guerre non rémunérés par une pension étant toutefois pris en compte, le cas échéant ;

4° Avoir été reconnu par le conseil de santé physiquement aptes à occuper un emploi dans les cadres chérifiens.

ART. 3. — L'accès dans les cadres supérieur est principal sera subordonné à l'admission aux épreuves d'un examen, sauf en ce qui concerne les agents du Makhzen central.

ART. 4. — L'accès aux cadres secondaire et subalterne sera accordé sans examen, mais les commis-greffiers des juridictions makhzen et ceux des tribunaux coutumiers devront être titulaires du certificat d'arabe dans le premier cas, du certificat de berbère dans le second cas, ainsi qu'il est précisé au paragraphe 7 de l'article 5 de l'arrêté viziriel susvisé du 11 mars 1939.

ART. 5. — Toutes les nominations, sans ou avec examen, à l'exception de celles concernant les secrétaires et mokhazenis du Makhzen central, le personnel des mahkamas des pachas et caïds et de la mendoubia de Tanger, pour lesquelles le Grand Vizir décidera suivant les prescriptions de l'article 6 ci-après, seront prononcées après avis d'une commission de classement dont la composition est fixée ainsi qu'il suit :

- Le conseiller du Gouvernement chérifien, ou son délégué, président ;
- Le conseiller adjoint du Gouvernement chérifien et les chefs de service de la direction des affaires chérifiennes ;
- Un représentant de l'Office des mutilés, des anciens combattants et victimes de la guerre ;
- Deux représentants des groupements professionnels de fonctionnaires intéressés ;
- Deux représentants de la catégorie de personnel auxiliaire ou journalier intéressé ;
- Un représentant de la Fédération des fonctionnaires.

A égalité de points pour les agents soumis à un examen, ou de mérite pour les autres, la priorité de classement sera accordée au candidat qui aura été antérieurement reconnu par l'Office des mutilés et anciens combattants comme un de ses ressortissants.

ART. 6. — La commission de classement établira des propositions, en vue de l'incorporation des agents titularisés à l'échelon de traitement auquel ils seraient parvenus, s'ils avaient été recrutés à la dernière classe de leur nouveau cadre le jour où ils ont été effectivement nommés dans l'emploi d'agent auxiliaire ou journalier correspondant à ce cadre et s'ils avaient obtenu ensuite des avancements de classe à une coté fixée pour chaque agent et qui ne peut être inférieure à 30 mois pour les agents du cadre supérieur, à 36 mois pour ceux des cadres secondaires et à 42 mois pour les chaouchs.

ART. 7. — Pour l'application de l'article ci-dessus, il ne sera tenu compte que des services militaires accomplis par les intéressés depuis qu'ils ont atteint l'âge minimum fixé statutairement pour l'entrée dans le cadre dans lequel ils sont titularisés. L'ancienneté totale des services auxiliaires sera diminuée du temps réglementaire de stage prévu pour les agents de ce cadre, sauf dans le cas où ce stage donne lieu à un rappel d'ancienneté au moment de la titularisation.

Pour les cadres dont le recrutement est assuré par des concours réservés aux candidats titulaires de certains diplômes, le classement des agents titularisés ne pourra remonter au delà du jour où ils ont obtenu les titres universitaires exigés.

ART. 8. — Les intéressés bénéficieront, s'il y a lieu, après classement, des bonifications et majorations d'ancienneté pour services militaires, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Ils recevront, le cas échéant, une indemnité compensatrice égale à la différence entre la rémunération qu'ils percevaient dans leur ancienne situation et celle qui leur est allouée à la suite de leur titularisation.

ART. 9. — Le présent arrêté prendra effet à partir du 1^{er} janvier 1945.

Rabat, le 16 novembre 1945.

CHANCEL.

Arrêté du directeur des finances ouvrant un concours pour six emplois de rédacteur stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1929 portant organisation du personnel des cadres administratifs de la direction des finances ;

Vu l'arrêté du 18 mars 1939 fixant les conditions d'admission au concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances, et les textes qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire à l'administration centrale de la direction des finances s'ouvrira les 6 et 7 mars 1946 à Rabat, Paris, Marseille, Toulouse et Alger.

ART. 2. — Le nombre des emplois à pourvoir est fixé à six, dont un réservé aux sujets marocains.

Rabat, le 27 novembre 1945.

P. le directeur des finances,
Le directeur adjoint,
COURSON.

Arrêté du directeur des travaux publics déterminant les taxes à percevoir, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1946, pour l'alimentation des fonds créés par la législation marocaine sur les accidents du travail.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 juin 1927 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, notamment son article 25, tel qu'il a été modifié par les dahirs des 6 septembre 1941 et 1^{er} mai 1944 ;

Vu le dahir du 25 juin 1927 concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail, notamment ses articles 1^{er} et 3 ;

Vu le dahir du 16 décembre 1942 relatif à la réparation des accidents du travail survenus en zone française de l'Empire chérifien et résultant de faits de guerre, notamment son article 7 ;

Vu le dahir du 9 décembre 1943 accordant des majorations et des allocations aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, notamment son article 10,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le montant des taxes à percevoir, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1946, en vue de l'alimentation des fonds créés par la législation marocaine sur les accidents du travail est fixé ainsi qu'il suit :

	1 ^{re} CATÉGORIE Taxes applicables aux primes d'assurances.	2 ^e CATÉGORIE Taxes applicables aux capitaux constitutifs des rentes.
Fonds de garantie	1 %	3 %
Fonds de prévoyance dit « des blessés de la guerre »	Mémoire	Mémoire
Fonds de solidarité	3 %	9 %
Fonds de majoration	10 %	30 %

Les taxes de la première catégorie sont perçues sur toutes les primes d'assurances encaissées au titre de la législation marocaine sur les accidents du travail par les organismes d'assurances et la caisse nationale française d'assurances en cas d'accidents.

Les taxes de la deuxième catégorie sont perçues sur les capitaux constitutifs des rentes mises à la charge des exploitants non assurés, autres que l'Etat chérifien ou que l'Etat français.

Rabat, le 31 août 1945.

GIRARD.

Arrêté du directeur des travaux publics modifiant le barème prévu à l'article 5 de l'arrêté viziriel du 13 septembre 1941 relatif à l'alimentation du fonds de garantie en matière d'accidents du travail.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1941 relatif à l'alimentation du fonds de garantie en matière d'accidents du travail, notamment son article 5 ;

Vu l'arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale du 15 octobre 1945 révisant le barème annexé au décret du 26 décembre 1940 (alimentation du fonds de garantie institué par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le barème prévu à l'article 5 de l'arrêté viziriel susvisé du 13 septembre 1941 est modifié ainsi qu'il suit, à compter du 3 décembre 1945 :

Age du créancier à la date de l'accident, différence entre le millésime de cette date et celui de la date de naissance.	Nombre par lequel la rente allouée à chaque créancier doit être multipliée pour obtenir le capital constitutif imposable à la taxe globale.
Barème I.	
ACCIDENTS AYANT ENTRAÎNÉ LA MORT.	
1^{re} section. — Rentes attribuées aux conjoints et ascendants des victimes.	
Jusqu'à et y compris 15 ans	24,7
De 16 à 20 ans	23,8
De 21 à 25 ans	22,9
De 26 à 30 ans	21,7
De 31 à 35 ans	20,4
De 36 à 40 ans	18,8
De 41 à 45 ans	17,1
De 46 à 50 ans	15,3
De 51 à 55 ans	13,4
De 56 à 60 ans	11,5
De 61 à 65 ans	9,5
De 66 à 70 ans	7,6
De 71 à 75 ans	5,9
De 76 à 80 ans	4,5
2^e section. — Rentes attribuées aux enfants et descendants des victimes.	
Jusqu'à 2 ans	11,1
De 3 à 4 ans	10 »
De 5 à 6 ans	8,6
De 7 à 8 ans	7,1
De 9 à 10 ans	5,5
De 11 à 12 ans	3,7
De 13 à 14 ans	1,9
De 15 ans et plus	1 »
Barème II.	
ACCIDENTS AYANT ENTRAÎNÉ UNE INCAPACITÉ DE TRAVAIL PERMANENTE, ABSOLUE OU PARTIELLE.	
Jusqu'à et y compris 15 ans	24,2
De 16 à 20 ans	23,2
De 21 à 25 ans	22,4
De 26 à 30 ans	21,2
De 31 à 35 ans	19,9
De 36 à 40 ans	18,3
De 41 à 45 ans	16,6
De 46 à 50 ans	14,6
De 51 à 55 ans	12,7
De 56 à 60 ans	10,7
De 61 à 65 ans	8,6
De 66 à 70 ans	6,6
De 71 à 75 ans	5 »
De 76 à 80 ans	3,8

Art. 2. — L'arrêté du directeur des travaux publics du 16 mai 1945 relatif au même objet est abrogé à compter du 3 décembre 1945.

Rabat, le 22 novembre 1945.

GIRARD.

Arrêté du directeur des affaires économiques relatif à la délivrance de traductions en langue arabe de duplicata de titres fonciers et de certificats spéciaux de copropriétaire.

LE DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 5 juin 1944 complétant la réglementation sur le service de la conservation de la propriété foncière et, notamment, son article 6,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont rendues applicables dans le ressort de la conservation foncière de Casablanca, à compter du 15 décembre 1945, les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 5 juin 1944 prévoyant la délivrance de traductions en langue arabe de duplicata de titres fonciers ainsi que de certificats spéciaux de copropriétaire.

Rabat, le 20 novembre 1945.

P. le directeur des affaires économiques,
Le directeur chargé de mission,
G. CARON.

Elections pour la désignation des représentants du personnel de l'administration centrale et des services centraux et extérieurs de la direction des finances à la commission d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats arrêtée par la commission prévue à l'article 6 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} octobre 1945 (ordre alphabétique).

CADRES ADMINISTRATIFS

Chefs de bureau et inspecteurs principaux de comptabilité

Représentant titulaire : M. Blanchard Lucien ;
Représentant suppléant : M. Ficot Pierre.

Sous-chefs de bureau et inspecteurs de comptabilité

Représentant titulaire : M. Hupel Maurice ;
Représentant suppléant : M. Poirrée Henri.

Rédacteurs principaux et rédacteurs

Représentant titulaire : M. Rouché Jean ;
Représentant suppléant : M. Jouault Pierre.

Contrôleurs de comptabilité

Représentant titulaire : M. Lhermusieu Rémoud ;
Représentant suppléant : M. Mesnard Guy.

Commis

Représentant titulaire : M. Bruschini Paul ;
M. Martinière Alfred ;
Représentant suppléant : M. Simonetti Mathieu.

Dactylographes

Représentant titulaire : M^{lle} Borreau ;
Représentant suppléant : néant.

ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPÔTS INDIRECTS

1^{er} groupe

Sous-directeurs régionaux

Représentant titulaire : M. Jacquemier Joseph ;
Représentant suppléant : M. Pépin Marius.

2^e groupe

Inspecteurs principaux et inspecteurs

Représentant titulaire : M. Paolantonacci Jean ;
Représentant suppléant : M. Merceron André ;

3^e groupe

Contrôleurs-rédacteurs en chef et contrôleurs en chef

Représentant titulaire : M. Berges Albert ;
Représentant suppléant : M. Galbe Pierre.

4^e groupe

Contrôleurs-rédacteurs principaux, vérificateurs principaux, Contrôleurs-rédacteurs et vérificateurs

Représentant titulaire : M. Vinciguerra Jacques.
Représentant suppléant : M. Gaigneux Théodore.

5^e groupe

Receveurs

Représentant titulaire : M. Ballini Alexis ;
Représentant suppléant : M. Rippes Jean.

6^e groupe

Contrôleurs principaux et contrôleurs

Représentant titulaire : M. Biancarelli François ;
Représentant suppléant : M. Aubert Jules.

7^e groupe

Capitaines et lieutenants

Représentant titulaire : M. Bellis Pierre ;
Représentant suppléant : M. Lesbats Jean.

8^e groupe

Adjudants-chefs, brigadiers-chefs, premiers maîtres, brigadiers et patrons.

Représentant titulaire : M. Mozziconacci Antoine ;
Représentant suppléant : M. Giocanti Roch.

Commis principaux et commis, dames employées et dactylographes

Représentant titulaire : M. Filippi Joseph ;
Représentant suppléant : M. Moulin Constant.

SERVICE DES DOMAINES

Inspecteurs principaux et inspecteurs

Représentant titulaire : M. Carré ;
Représentant suppléant : néant.

Contrôleurs principaux et contrôleurs

Représentant titulaire : M. Pellé ;
Représentant suppléant : M. Secchi.

Contrôleurs spéciaux principaux et contrôleurs spéciaux

Représentant titulaire : M. Favereau ;
Représentant suppléant : M. Castan.

Commis chefs de groupe, commis principaux et commis, dactylographes.

Représentant titulaire : M. Cohen ;
Représentant suppléant : M^{lle} Poropano.

Interprètes principaux et interprètes

Représentant titulaire : M. Ammar ;
Représentant suppléant : néant.

Commis-interprètes principaux et commis-interprètes

Représentant titulaire : M. Mohamed ben Hacène Korati ;
Représentant suppléant : néant.

SERVICE DES IMPÔTS DIRECTS

Inspecteurs principaux

Représentant titulaire : M. Boudière Raoul ;
M. Couratier Hugues.
Représentant suppléant : M. Degioanni Robert ;
M. Pagès André.

Contrôleurs principaux

Représentant titulaire : M. Valette Louis ;
Représentant suppléant : M. Grimal Jacques.

Contrôleurs

Représentant titulaire : M. Widman Jean ;
Représentant suppléant : M. Leclerc Maurice.

Commis

Représentant titulaire : M. Giraud-Audine André ;
M. Martin Martin-Émile ;
Représentant suppléant : M. Manon Edmond.

SERVICE DES PERCEPTIONS

Inspecteurs principaux de classe exceptionnelle, inspecteurs principaux et inspecteurs

Représentant titulaire : M. Cabiac Auguste ;
Représentant suppléant : M. Dubois de Prisque Joseph.

Percepteurs principaux et percepteurs

Représentant titulaire : M. Marifon Jean ;
Représentant suppléant : M. Daver Raoul.

Chefs de service

Représentant titulaire : M. Estrade Pierre ;
Représentant suppléant : M. Jauze Joseph.

Vérificateurs, collecteurs principaux et collecteurs

Représentant titulaire : M. Durand Abel ;
Représentant suppléant : M. Pelcerf Paul.

Commis chefs de groupe, commis principaux, commis, dames comptables

Représentant titulaire : M. Peronnia Graziani ;
M. Sauton Albert ;
Représentant suppléant : M. Colas Gérard ;
M. Perronia Graziani ;
M. Rey Raymond.

SERVICE DE L'ENREGISTREMENT ET DU TIMBRE

Inspecteurs principaux de classe exceptionnelle, inspecteurs principaux et inspecteurs

Représentant titulaire : M. Pourquier ;
Représentant suppléant : M. Denuilly.

Inspecteurs spéciaux principaux et inspecteurs spéciaux

Représentant titulaire : M. Delmares ;
Représentant suppléant : néant.

Receveurs-contrôleurs principaux et receveurs-contrôleurs

Représentant titulaire : M. Gendre ;
Représentant suppléant : M. Treuillel.

Interprètes principaux et interprètes

Représentant titulaire : M. El-Mahi Ahmed ;
M. Lévy Albert ;
M. Touil Mohamed ben Hachemi ;
Représentant suppléant : M. Hadj Larbi ben Abdeljelil.

Contrôleurs spéciaux principaux et contrôleurs spéciaux

Représentant titulaire : M. Vernet ;
Représentant suppléant : néant.

Commis principaux, commis et dames employées

Représentant titulaire : M. Penneteau ;
Représentant suppléant : M. Milla.

Commis principaux d'interprétariat et commis d'interprétariat

Représentant titulaire : M. Abdelmajid el Fassi ;
M. Lahcène Naccur Mohamed ;
Représentant suppléant : néant.

Élections des représentants du personnel administratif de la direction des affaires politiques dans les commissions d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Chefs de division et chefs de bureau

Représentant titulaire : M. Marsaud René ;
Représentant suppléant : M. Castanet Louis.

Rédacteurs des services extérieurs

Représentant titulaire : M. Sauvage Louis ;
Représentant suppléant : M. Binoche Philippe.

Chefs de comptabilité

Représentant titulaire : M. Signour Louis ;
Représentant suppléant : M. Valli Pierre.

Chefs de bureau d'interprétariat et interprètes principaux

Représentant titulaire : M. Paolini Jean ;
Représentant suppléant : M. Giraud-Audine Paul.

Interprètes

Représentant titulaire : M. Lévy Raymond ;
Représentant suppléant : M. El Ghaoui Habib.

Commis

Représentant titulaire : M. Morati Hercule ;
Représentant suppléant : M. Peter Paul.

Dactylographes

Représentant titulaire : M^{me} Martin Yvonne ;
Représentant suppléant : M^{me} Arassus Marie.

Vérificateurs et collecteurs

Représentant titulaire : M. Foucou Lucien ;
Représentant suppléant : M. Beaudier Philibert.

Commis d'interprétariat

Représentant titulaire : M. Rahal Abdelhamid ;
Représentant suppléant : M. Benbakhti Mohamed.

Inspecteurs et inspecteurs régionaux du service des métiers et arts indigènes

Représentant titulaire : M. Vicaire Marcel ;
Représentant suppléant : M. Delpy Alexandre.

Agents techniques

Représentant titulaire : M. Guillet Pierre ;
Représentant suppléant : M^{lle} Bassoli Madeleine.

Élections des représentants du personnel de la direction des travaux publics dans les commissions d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Ingénieurs principaux des travaux publics (Ponts et chaussées et mines)

Représentant titulaire : M. Teillet Henri.

Ingénieurs subdivisionnaires et adjoints des travaux publics (Ponts et chaussées)

Représentant titulaire : M. Brunet Maurice ;
Représentant suppléant : M. Charoy André.

Ingénieurs subdivisionnaires ou adjoints des travaux publics (mines)

Représentant titulaire : M. Brunelle Alexandre ;
Représentant suppléant : M. Velati Victor.

Conducteurs des travaux publics et dessinateurs-projeteurs

Représentant titulaire : M. Griscelli François ;
Représentant suppléant : M. Saer Maurice.

Agents techniques des travaux publics

Représentant titulaire : M. Calotin Marcel ;
Représentant suppléant : M. Debée Paul.

Secrétaires-comptables des travaux publics

Représentant titulaire : M. Lovichi François ;
Représentant suppléant : M. Cayla Félix.

Lieutenants et sous-lieutenants de port

Représentant titulaire : M. Helye Auguste.
Représentant suppléant : M. Lechoerff Eugène.

Chefs cantonniers

Représentant titulaire : M. Schwarz Jean ;
Représentant suppléant : M. Ghio Jean.

Inspecteurs et inspectrices du travail

Représentant titulaire : M. Davalan Lucien ;
Représentant suppléant : M. Luciani Marc.

Sous-inspecteurs et sous-inspectrices du travail

Représentant titulaire : M. Lecarlate Joseph ;
Représentant suppléant : M^{lle} Oléon Yvonne.

Commis des travaux publics

Représentant titulaire : M. Cathaud André ;
Représentant suppléant : M. Blavignac Marcel.

Dactylographes

Représentant titulaire : M^{lle} Escoda Jeanne ;
Représentant suppléant : M^{lle} Clot Amélie.

Elections des représentants du personnel des régies municipales, du service de l'architecture, des beaux-arts et des monuments historiques dans les commissions d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

RÉGIES MUNICIPALES

Contrôleurs principaux et contrôleurs

Représentant titulaire : M. Tarrit Pierre ;
Représentant suppléant : M. Soutric Elie.

Vérificateurs

Représentant titulaire : M. Frémieux Rubens ;
Représentant suppléant : M. Ousset Jean.

Collecteurs principaux et collecteurs

Représentant titulaire : M. Mongaillard Armand ;
Représentant suppléant : M. Dousset Jean.

SERVICE DE L'ARCHITECTURE

Inspecteurs principaux et inspecteurs adjoints d'architecture

Représentant titulaire : M. Casanova Antoine ;
Représentant suppléant : M. Valentin Yves.

SERVICE DES BEAUX-ARTS ET DES MONUMENTS HISTORIQUES

Dessinateurs principaux et dessinateurs

Représentant titulaire : M. Laval Jean.

Elections des représentants du personnel des secrétariats-greffes des juridictions françaises et des secrétariats de parquets dans les commissions d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Secrétaires-greffiers en chef et secrétaire en chef du parquet général

Représentant titulaire : M. Défie Auguste ;
Représentant suppléant : M. Verne Paul.

Secrétaires-greffiers et secrétaires en chef des parquets près les tribunaux de première instance

Représentant titulaire : M. Poveda Albert ;
Représentant suppléant : M. Rochas Emile.

Secrétaires-greffiers adjoints et secrétaires de parquets

Représentant titulaire : M. Larédo Léon ;
Représentant suppléant : M. Siry Henri.

Commis

Représentant titulaire : M. Navarro Emile ;
Représentant suppléant : M. Guignabert Pierre.

Dames employées

Représentant titulaire : M^{lle} Bergé Antoinette ;
Représentant suppléant : M^{lle} Grondona Charlotte.

Elections des représentants du personnel de l'interprétariat judiciaire à la commission d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Interprètes principaux

Représentant titulaire : M. Paolini Désiré ;
Représentant suppléant : M. Achour Mohamed.

Interprètes

Représentant titulaire : M. Rahali Lakdar ;
Représentant suppléant : M. Bahri Mohamed.

Elections des représentants du personnel des juridictions marocaines dans les commissions d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Secrétaires-greffiers

Représentant titulaire : M. Clave de Otaola.

Commis-greffiers

Représentant titulaire : M. Naverros José ;
Représentant suppléant : M. Leroy Lionel.

Elections des représentants du personnel technique et du personnel administratif de la direction des affaires économiques dans les commissions d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Ingénieurs en chef du génie rural

Représentant titulaire : M. Bourdier Raymond.

Ingénieurs du génie rural

Représentant titulaire : M. Garnier Louis ;
Représentant suppléant : M. Aubouin Pierre.

Ingénieurs adjoints du génie rural

Représentant titulaire : M. Petit Robert.

Inspecteurs principaux de l'agriculture

Représentant titulaire : M. Le Daëron Alain ;
Représentant suppléant : M. Baudoin Pierre.

Inspecteurs de l'agriculture

Représentant titulaire : M. Thoyer Jean ;
Représentant suppléant : M. Florent Gaston.

Inspecteurs adjoints de l'agriculture et de l'horticulture

Représentant titulaire : M. Jourdan Max ;
Représentant suppléant : M. Tecourt Robert.

Inspecteurs principaux de la défense des végétaux

Représentant titulaire : M. DeFrance Philippe ;
Représentant suppléant : M. Vidal Joseph.

Inspecteurs de la défense des végétaux

Représentant titulaire : M. Rungs Charles ;
Représentant suppléant : M. Brémond Pierre.

Inspecteurs adjoints de la défense des végétaux

Représentant titulaire : M. Berger Georges ;
Représentant suppléant : M. Perrier Edmond.

Vétérinaires-inspecteurs principaux de l'élevage

Représentant titulaire : M. Zottner Gustave ;
Représentant suppléant : M. Deyras Octave.

Vétérinaires-inspecteurs de l'élevage

Représentant titulaire : M. Lamire Édouard ;
Représentant suppléant : M. Belle Gustave.

Conducteurs principaux et conducteurs des améliorations agricoles

Représentant titulaire : M. Rousselle Robert ;
Représentant suppléant : M. Nermond Raymond.

Chefs de pratique agricole

Représentant titulaire : M. Bourges Marius ;
Représentant suppléant : M. Loïsil Léon.

Contrôleurs de la défense des végétaux

Représentant titulaire : M. Hudault Édouard ;
Représentant suppléant : M. Landrieu Daniel.

Inspecteurs de l'O. C. I. B. et du ravitaillement

Représentant titulaire : M. Mallaval Antoine ;
Représentant suppléant : M. Testet Maurice.

Inspecteurs adjoints de l'O. C. I. B. et du ravitaillement

Représentant titulaire : M. Treulle Jean ;
Représentant suppléant : M. Plaut Henri.

Contrôleurs principaux et des contrôleurs de l'O. C. I. B. et du ravitaillement

Représentant titulaire : M. Leroudier Jean.

Inspecteurs de l'O. C. C. E.

Représentant titulaire : M. Campagnac Claude.

Contrôleurs principaux et contrôleurs de l'O. C. C. E.

Représentant titulaire : M. Rollat Henri ;
Représentant suppléant : M. Fédière Émile.

Inspecteurs de la marine marchande chérifienne

Représentant titulaire : M. Rogard Georges ;
Représentant suppléant : M. Calendini Jean.

Contrôleurs principaux et contrôleurs de la marine marchande

Représentant titulaire : M. Clanet Maurice ;
Représentant suppléant : M. Mahéo Alexandre.

Gardes maritimes principaux et gardes maritimes

Représentant titulaire : M. Garo René ;
Représentant suppléant : M. Ginouvier Achille.

Commis chefs de groupe, commis principaux et commis de la marine marchande

Représentant titulaire : M. Carpentier Frédéric ;
Représentant suppléant : M. Weber André.

Conservateurs des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Métro André ;
Représentant suppléant : M. Challot Jean-Paul.

Inspecteurs principaux des eaux et forêts

Représentant titulaire : néant ;
Représentant suppléant : M. Marceron Georges.

Inspecteurs des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Thibaudet Jacques ;
Représentant suppléant : M. Langevin Maurice.

Inspecteurs adjoints des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Lucas Henri ;
Représentant suppléant : M. Dubois Albert.

Commis chefs de groupe, commis principaux et commis des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Aubinel Jean ;
Représentant suppléant : M. Collinet Pierre.

Adjudants-chefs des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Briot Alphonse ;
Représentant suppléant : M. Azam Louis.

Adjudants ou brigadiers des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Vercez Henri ;
Représentant suppléant : M. Frémaux René.

Sous-brigadiers des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Agostini Maurice ;
Représentant suppléant : M. Saumière Louis.

Gardes des eaux et forêts

Représentant titulaire : M. Gatinel Léopold ;
Représentant suppléant : M. Libert Raoul.

Ingénieurs topographes principaux du service du cadastre

Représentant titulaire : néant ;
Représentant suppléant : M. Marinacé Joseph.

Ingénieurs topographes du service du cadastre

Représentant titulaire : M. Troussel Henri ;
Représentant suppléant : M. Illa Joséph.

Topographes principaux, topographes et topographes adjoints du service du cadastre

Représentant titulaire : M. Cristobal Anselme ;
Représentant suppléant : M. Chesny Georges.

Chefs dessinateurs-calculateurs du service du cadastre

Représentant titulaire : M. Ceccaldi David ;
Représentant suppléant : M. Nival Antoine.

Dessinateurs-calculateurs principaux et dessinateurs-calculateurs du service du cadastre

Représentant titulaire : M. Le Gall René ;
Représentant suppléant : M. Charbonnel Bertrand.

Commis chefs de groupe, commis principaux et commis du service du cadastre

Représentant titulaire : M. Gastou Camille ;
Représentant suppléant : M. Bonname Roger.

Interprètes principaux du service foncier

Représentant titulaire : M. Kateb el Hocine.

Interprètes du service foncier

Représentant titulaire : M. Rahal Mostefa.

Commis-interprètes et fqihis du service foncier

Représentant titulaire : M. Mohammed Semlali Tanjaoui ;
Représentant suppléant : M. Omar el Offir.

**Elections des représentants du personnel
du service de la jeunesse et des sports aux commissions d'avancement
de ce personnel.**

*Liste des candidats élus :**Inspecteurs adjoints*

Représentant titulaire : M. Bejarano Angélo ;
Représentant suppléant : M. Charlot Louis.

Agents techniques principaux

Représentant titulaire : M. Luccioni Jean ;
Représentant suppléant : M. Cognev Hubert.

Agents techniques

Représentant titulaire : M. Mastoumeq Jean ;
Représentant suppléant : M. Miaulet Bertrand.

Moniteurs et monitrices

Représentant titulaire : M. Marcellis René ;
Représentant suppléant : M. Jouart Pierre.

**Elections des représentants du personnel de la direction de la santé
publique et de la famille dans les commissions d'avancement de
ce personnel.**

*Liste des candidats élus :**Médecins et pharmaciens*

Représentant titulaire : Dr Sanguy Charles ;
Représentant suppléant : Dr Chapuis Paul.

Administrateurs-économistes

Représentant titulaire : M. Campredon Robert ;
Représentant suppléant : M. Lanier Camille.

Officiers de santé maritime

Représentant titulaire : M. Melle Gustave ;
Représentant suppléant : M. Derruder Pierre.

Adjointes spécialistes de santé

Représentant titulaire : M. Viel Edmond.

Adjointes de santé

Représentant titulaire : M. Racoillet Roger ;
Représentant suppléant : M. Bihoué Joseph.

Élections des représentants du personnel de l'administration pénitentiaire dans la commission d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Inspecteur, directeurs et sous-directeurs d'établissements

Représentant titulaire : M. Raffaelli Raphaël ;
Représentant suppléant : M. Perfetti Jean.

Économistes

Représentant titulaire : M. Pergola Joseph ;
Représentant suppléant : M. Bonnemaïson Gaudérique.

Surveillants-chefs

Représentant titulaire : M. Bouvié Pascal.

Surveillants commis-greffiers, premiers surveillants ordinaires, premiers surveillants spécialisés

Représentant titulaire : M. Rocchi Jean-Baptiste.

Élections des représentants du personnel de la trésorerie générale dans la commission d'avancement de ce personnel.

Liste des candidats élus :

Receveurs particuliers des finances et du Trésor

Représentant titulaire : M. Mourenas Fernand.

Receveurs adjoints du Trésor

Représentant titulaire : M. Monnier Édouard ;
Représentant suppléant : M. Agraifeil François.

Commis chefs de groupe et commis du Trésor

Représentant titulaire : M. Lépée Lucien ;
Représentant suppléant : M. Jeanmonnot André.

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

ADMINISTRATIONS CHERIFIENNES.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Par arrêté résidentiel du 10 novembre 1945, M. Varlet Maurice, chef de bureau de 1^{re} classe, est promu sous-directeur de 2^e classe des administrations centrales à compter du 1^{er} décembre 1945.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 3 août 1945, M. Dantin Jean, sous-chef de bureau de 2^e classe du cadre des administrations centrales, est promu à la 1^{re} classe de son grade à compter du 1^{er} juillet 1945.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 18 avril 1945, M^{lle} Soubielle Jacqueline, commis de 3^e classe, est promue à la 2^e classe de son grade à compter du 1^{er} janvier 1943.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 29 octobre 1945, M. Brousse Emile-Antoine, ouvrier principal à l'imprimerie officielle, est admis à faire valoir ses droits à la retraite par application du dahir du 29 août 1940, et rayé des cadres à compter du 1^{er} décembre 1945.

JUSTICE FRANÇAISE

Par arrêté du premier président de la cour d'appel du 15 novembre 1945, sont promus :

Secrétaire-greffier en chef hors classe (2^e échelon)

M. Verstraët Georges (du 1^{er} septembre 1945).

Secrétaire-greffier en chef de 4^e classe

M. Casanova Jean (du 1^{er} septembre 1945).

Secrétaire-greffier en chef hors classe (3^e échelon)

M. Défie Auguste (du 1^{er} octobre 1945).

Secrétaire-greffier de 2^e classe

M. Griguer Maurice (du 1^{er} octobre 1945).

Par arrêté du premier président de la cour d'appel du 20 novembre 1945, sont promus, à compter du 1^{er} décembre 1945 :

Secrétaire-greffier en chef hors classe (2^e échelon)

M. Bouyssou Pierre.

Secrétaire-greffier en chef de 2^e classe

M. Graziani Paul.

Secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe

M. Martin Jules.

Secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe

MM. Estrabou Désiré ;

Bachelier Daniel.

Secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe

M. Stumpen Jean.

Commis principal hors classe, échelon exceptionnel

M. Charreyre Casimir.

Commis principal de 1^{re} classe

M. Ruff Émile.

Commis de 1^{re} classe

M. Couderc Paul.

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES

Par arrêté directorial du 12 novembre 1945, sont promus :

(à compter du 1^{er} septembre 1945)

Commis principal hors classe

M. Decis Jean.

Commis principal de 1^{re} classe

M. Lorenzi Laurent.

Commis de 1^{re} classe

M. Servier Lucien.

Commis de 2^e classe

M. Gardiola Norbert.

Interprète de 1^{re} classe

M. Djan Gabriel.

(à compter du 1^{er} octobre 1945)

Commis de 1^{re} classe

MM. Coz Alexandre et Leboucq Jacques.

Interprète de 1^{re} classe

M. Casimir Maurice.

Commis-interprète de 5^e classe

M. Ahmed ben Aomar.

Inspecteur régional de 3^e classe

M. Céré Armand.

Par arrêtés directoriaux du 15 novembre 1945, sont promus :

Vérificateur de 2^e classe

MM. Gabarre François et Vitani François (du 1^{er} janvier 1945).

Commis de 1^{re} classe

M. Zeender Bernard (du 1^{er} novembre 1945).

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Par arrêtés directoriaux des 5 septembre, 12, 16 et 19 octobre 1945, sont titularisés et nommés :

Gardien ou inspecteur de 4^e classe

MM. Barbier Charles (du 1^{er} juillet 1945) ;
Celdran Félix, Serventi Pascal (du 1^{er} septembre 1945) ;
Abbas ben Brahim ben Mohammed, Abderrahman ben Mohamed ben Abdallah et Mohamed ben Brahim ben X... (du 1^{er} octobre 1945).

* * *

DIRECTION DES FINANCES

Par arrêtés directoriaux du 10 août 1945, sont promus :

Collecteur principal de 4^e classe

M. Marchioni Antoine (du 1^{er} mai 1945).

Collecteur principal de 1^{re} classe

M. Decarsin Louis (du 1^{er} juillet 1945).

Collecteur principal de 3^e classe

M. Durand Abel (du 1^{er} juillet 1945).

Collecteur principal de 2^e classe

M. Loughi Joseph (du 1^{er} septembre 1945).

Collecteur principal de 4^e classe

M. Fouché Marcel (du 1^{er} septembre 1945).

Fqih de 1^{re} classe

Si Abdallah ben Allal Akanor (du 1^{er} septembre 1945).

Fqih de 4^e classe

Si ben Djelloun Abdesslem (du 1^{er} octobre 1945).

Par arrêtés directoriaux du 20 septembre 1945, sont promus dans l'administration des douanes :

(à compter du 1^{er} août 1945)

Cavalier de 6^e classe

Abdesselem ben el Hachmi ben Ahmed, m^{le} 498 ;

Brahim ben Lahsen ben Lahsen, m^{le} 497.

Cavalier de 7^e classe

Ahmed ben Mohamed ben Jilali, m^{le} 554.

(à compter du 1^{er} septembre 1945)

Sous-chef gardien de 3^e classe

Ouadda Bessehouli, m^{le} 117.

Gardien de 1^{re} classe

Tahar ben Ahmed ben Aïssa, m^{le} 382.

Cavalier de 6^e classe

Ali ben Mohammed ben Mohammed, m^{le} 509 ;

Mohammed ben Bérkane ben Mohammed, m^{le} 510.

Cavalier de 7^e classe

Boujemâ ben el Habîb ben Mohammed, m^{le} 556.

(à compter du 1^{er} octobre 1945)

Sous-chef marin de 2^e classe

Abdesadok ben Saïd, m^{le} 167.

Cavalier de 5^e classe

Abdelkader ben Ahmed, m^{le} 429.

Cavalier de 6^e classe

Mimoun ben el Mostefa ben Mohammed, m^{le} 522.

Abdelkader ben Mohamed ben Aïssa, m^{le} 523.

Par arrêté directorial du 13 octobre 1945, M. Paloc Armand, préposé-chef de 4^e classe des douanes, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944, est reclassé préposé-chef de 3^e classe à compter du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1944.

Par arrêté directorial du 13 octobre 1945, M. Piéri Joffre, préposé-chef de 8^e classe des douanes, est promu à la 7^e classe de son grade à compter du 1^{er} mars 1944.

Par arrêtés directoriaux du 30 octobre 1945 sont promus :

Contrôleur en chef d'échelon exceptionnel

M. Romand Gaston, ancien agent de la Dette marocaine (du 1^{er} novembre 1945).

Vérificateur principal de 2^e classe

M. Chevallier Jacques (du 1^{er} décembre 1945).

Par arrêtés directoriaux du 3 novembre 1945, sont promus dans l'administration des douanes :

(à compter du 1^{er} janvier 1945)

Brigadier-chef de 1^{re} classe

M. Léonetti Paul.

Brigadier de 1^{re} classe

MM. Lager Joseph, Gavini Antoine, Sattes Louis, Giocanti Roch, Ponsolle Henri, Vigé Louis et Ganderax Victor.

Patron de 1^{re} classe

M. Le Gallo Pierre.

Matelot-chef de 1^{re} classe

M. Denot Albert.

Préposé-chef de 1^{re} classe

M. Luciani Lucien.

(à compter du 1^{er} avril 1945)

Brigadier-chef de 1^{re} classe

M. Branca Joseph.

Brigadier de 1^{re} classe

M. Barge Jean.

Brigadier de 2^e classe

M. André Honoré.

(à compter du 1^{er} juillet 1945)

Brigadier de 2^e classe

M. Lauze Olivier.

Par arrêté directorial du 3 novembre 1945, M. Fabiani Pierre, préposé-chef de 4^e classe des douanes, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 1^{er} janvier 1945, et reclassé préposé-chef de 2^e classe à compter du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945.

Par arrêté directorial du 3 novembre 1945, M. Branca Paul, préposé-chef de 4^e classe des douanes, est promu à la 3^e classe de son grade à compter du 1^{er} janvier 1945, et reclassé préposé-chef de 2^e classe à compter du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1722, du 26 octobre 1945.

Tableau de reclassement d'agents des brigades de l'administration des douanes et impôts indirects.

Page 751. — Au lieu de : Basque Bernard ; lire : Dasque Bernard.

Page 753. — Au lieu de : Picault Paul ; lire : Picaut Paul.

Page 752 (Colonne ancienneté) :

MM.	Au lieu de :	Lire :
Germain Maurice	1 ^{er} février 1945.	1 ^{er} janvier 1943.
Pallier Jean	1 ^{er} janvier 1943.	1 ^{er} juillet 1943.
Court Léopold	1 ^{er} juillet 1943.	1 ^{er} septembre 1943.
Guiller Isidore	1 ^{er} septembre 1943.	1 ^{er} octobre 1943.
Rocassera Joseph	1 ^{er} octobre 1943.	1 ^{er} novembre 1943.
Bénané Albert	1 ^{er} novembre 1943.	1 ^{er} janvier 1944.
Faggianelli Ignace	1 ^{er} janvier 1944.	1 ^{er} février 1944.
Boiffis André	1 ^{er} février 1944.	1 ^{er} mars 1944.
Gonzalez Félix	1 ^{er} mars 1944.	1 ^{er} juin 1944.
Luciani Mathieu	1 ^{er} juin 1944.	1 ^{er} juillet 1944.
Laucher Georges	1 ^{er} juillet 1944.	1 ^{er} août 1944.
Ribaut Adolphe	1 ^{er} août 1944.	1 ^{er} octobre 1944.
Biancarelli don Jacques	1 ^{er} octobre 1944.	1 ^{er} novembre 1944.
Géant Georges	1 ^{er} novembre 1944.	1 ^{er} décembre 1944.
Fabiani Pierre	1 ^{er} décembre 1944.	1 ^{er} septembre 1942.
Branca Paul	1 ^{er} septembre 1942.	1 ^{er} novembre 1942.
Le Loch Eugène	1 ^{er} novembre 1942.	1 ^{er} septembre 1942.
Cianfarani Paravisino	1 ^{er} septembre 1942.	1 ^{er} novembre 1942.
Barbiéri Michel	1 ^{er} novembre 1942.	1 ^{er} janvier 1943.
Conforto Siméon	1 ^{er} janvier 1943.	1 ^{er} février 1943.
Rajan Joseph	1 ^{er} février 1943.	1 ^{er} mars 1943.

MM.	Au lieu de :	Lire :
Moracchini Jean	1 ^{er} mars 1943.	1 ^{er} avril 1943.
Malves Jean	1 ^{er} avril 1943.	1 ^{er} mai 1943.
Burel Fernand	1 ^{er} mai 1943.	1 ^{er} juin 1943.
Brouat Emile	1 ^{er} juin 1943.	1 ^{er} août 1943.
Ducq André	1 ^{er} août 1943.	1 ^{er} octobre 1943.
Rajol Jules	1 ^{er} octobre 1943.	1 ^{er} novembre 1943.
Romanetti Jules	1 ^{er} novembre 1943.	1 ^{er} décembre 1943.
Albertini Sauveur	1 ^{er} décembre 1943.	1 ^{er} janvier 1944.
Dubrana Jean	1 ^{er} janvier 1944.	1 ^{er} mars 1944.
Deruaz Camille	1 ^{er} mars 1944.	1 ^{er} avril 1944.
Nouguier Jean	1 ^{er} avril 1944.	1 ^{er} juillet 1944.
Colonna Joseph	1 ^{er} juillet 1944.	1 ^{er} août 1944.
Carlotti Charles	1 ^{er} août 1944.	1 ^{er} novembre 1944.
Foata Antoine	1 ^{er} novembre 1944.	1 ^{er} février 1945.

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté directorial du 11 octobre 1945, M. Blavignac Marcel, commis de 3^e classe du 1^{er} août 1944 du point de vue de l'ancienneté, est reclassé et du 1^{er} septembre 1942 du point de vue de l'ancienneté, est reclassé commis de 2^e classe du 1^{er} août 1944 pour le traitement et du 9 juin 1942 pour l'ancienneté (bonification : 32 mois, 21 jours pour services militaires).

Par arrêté directorial du 27 octobre 1945, M. Bourdet Louis, inspecteur du travail de 1^{re} classe, est promu inspecteur du travail hors classe (1^{er} échelon), à compter du 1^{er} juin 1945.

Par arrêté directorial du 27 octobre 1945, M. Ristori François, commis principal hors classe, est promu commis principal de classe exceptionnelle à compter du 1^{er} janvier 1945.

(OFFICE DES P.F.T.)

Par arrêté directorial du 31 août 1945, M. Blanc Georges, contrôleur des I.E.M., est rangé dans la 1^{re} classe de son grade au 1^{er} décembre 1944 et reclassé contrôleur principal des I.E.M., 5^e échelon, à compter du 1^{er} janvier 1944.

Par arrêté directorial du 9 octobre 1945, M. Righetti Auguste est promu receveur de 2^e classe, 4^e échelon, à compter du 11 octobre 1945.

Par arrêté directorial du 16 octobre 1945, M. Carayon Louis, contrôleur 9^e échelon, admis à continuer ses services dans le cadre métropolitain, est rayé des cadres à compter du 1^{er} novembre 1945.

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Par arrêté résidentiel du 26 septembre 1945, M. Rollet Claudius est nommé sous-directeur de 2^e classe des administrations centrales du Protectorat à compter du 1^{er} octobre 1945.

Par arrêtés directoriaux des 10 et 15 octobre 1945, sont promus au service du cadastre :

Ingénieur topographe de 1^{re} classe

M. Dufour Emile (du 1^{er} juin 1945).

Topographe principal de 1^{re} classe

MM. Chamouveau Maurice et Daffix Antoine (du 1^{er} avril 1945) ;
Soria René (du 1^{er} mai 1945) ;
Nardou Henri (du 1^{er} juin 1945).

Chef dessinateur de 1^{re} classe

M. Dulong Fernand (du 1^{er} avril 1945).

Commis principal de classe exceptionnelle

M. Gastou Camille (du 1^{er} avril 1945).

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Par arrêté directorial du 28 mai 1945, M^{lle} Bazin Denise est nommée professeur chargé de cours de l'enseignement technique de 6^e classe à compter du 3 avril 1945.

Par arrêté directorial du 24 septembre 1945, M. Hosotte Jean, professeur agrégé de 4^e classe, est remis à la disposition de son administration d'origine à compter du 1^{er} octobre 1945.

Par arrêté directorial du 17 octobre 1945, M. Béthune Roger, maître de travaux manuels de 4^e classe, est reclassé maître de travaux manuels de 4^e classe au 1^{er} octobre 1943, avec 2 ans, 26 jours d'ancienneté (bonification pour services accomplis dans l'industrie privée : 3 ans, 1 mois, 24 jours).

Par arrêté directorial du 19 octobre 1945, M. Feuarent Pierre, professeur de collège de 5^e classe du cadre métropolitain, est nommé professeur d'enseignement primaire supérieur de 5^e classe (section normale) à compter du 1^{er} octobre 1945, avec 4 ans, 3 mois d'ancienneté.

Par arrêté directorial du 19 octobre 1945, M. Breton André est nommé instituteur de 6^e classe à compter du 4 février 1943.

* * *

DIRECTION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

Par arrêté directorial du 30 août 1945, M. Lalande Edmond est nommé adjoint spécialiste de santé de 4^e classe à compter du 1^{er} septembre 1945.

Promotions pour rappels de services militaires.

Par arrêtés directoriaux des 6 septembre et 12 octobre 1945, sont révisées ainsi qu'il suit les situations administratives des agents des services de sécurité publique désignés ci-après :

NOM ET PRENOM	GRADE ET CLASSE	DATE DE DÉPART DE L'ANCIENNETÉ DANS LA CLASSE	BONIFICATION POUR SERVICES MILITAIRES
MM. Serventi Pascal	Gardien de la paix de 3 ^e classe	3 novembre 1943.	45 mois, 28 jours.
Barbier Charles	id.	7 mai 1944.	37 mois, 24 jours.
Celdran Félix	Gardien de la paix de 4 ^e classe	4 octobre 1943.	34 mois, 27 jours.

Concession d'une rente viagère et d'une allocation d'État de réversion à la veuve d'un ex-agent auxiliaire.

Par arrêté viziriel du 14 novembre 1945, une rente viagère et une allocation d'État annuelles de réversion non réversibles de 2.403 francs, avec effet du 10 novembre 1944, sont concédées à M^{me} Luciani, né Cardella Rosine, veuve d'un ex-agent auxiliaire de la direction des travaux publics.

Concession de pensions à des militaires de la garde chérifienne.

Par arrêté viziriel du 14 novembre 1945, des pensions viagères annuelles sont concédées aux militaires dont les noms suivent de la garde de S.M. le Sultan :

Bénéficiaire : Mohamed ben Kaddour, m^{le} 1377.
Grade : garde de 1^{re} classe.
Montant de la pension annuelle : 1.275 francs.
Date d'effet : 20 novembre 1945.

Bénéficiaire : Kebir ben Larbi, m^{le} 1435.
Grade : garde de 1^{re} classe.
Montant de la pension annuelle : 1.200 francs.
Date d'effet : 8 octobre 1945.

Bénéficiaire : Moktar ben Ahmed, m^{le} 1434.
Grade : garde de 2^e classe.
Montant de la pension annuelle : 1.200 francs.
Date d'effet : 4 octobre 1945.

Concession de pensions de réversion à des veuves d'ex-militaires de la garde chérifienne.

Par arrêté viziriel du 14 novembre 1945, une pension de réversion de 492 francs, avec effet du 9 août 1945, est concédée à Fatima bent Mohamed ou Lhassen, veuve de l'ex-militaire Bark ben Bellal, m^{le} 1443, décédé le 8 août 1945.

Par arrêté viziriel du 14 novembre 1945, une pension de réversion de 400 francs, avec effet du 9 novembre 1944, est concédée à Fatma bent Blal el Doukkala, veuve de l'ex-militaire Abdellah ben Ahmed, m^{le} 1222, décédé le 8 novembre 1944.

Concession de pension de réversion à des ayants droit d'un ex-mokaddem de la garde chérifienne.

Par arrêté viziriel du 14 novembre 1945, une pension de réversion de 1.045 francs, avec effet du 29 juin 1945, est concédée à :

1° Veuve M'Barka bent Othmane ;
2° Orpheline Jmia bent Mohamed ;
3° Orpheline Fatima bent Mohamed,
ayants droit de l'ex-mokaddem Mohamed ben Ali, décédé le 28 juin 1945.

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Baccalauréat.*Session supplémentaire de février 1946*

Une session supplémentaire de baccalauréat aura lieu en février 1946, sur un programme réduit. Elle sera réservée aux candidats visés par l'arrêté interministériel du 9 août 1945 (mobilisés, prisonniers de guerre, déportés, requis pour le travail obligatoire,

membres de la Résistance victimes des lois d'exception) qui ont déjà subi dans leurs études un retard d'un an au moins et qui ne se sont pas déjà présentés à trois sessions spéciales.

La session de février ne comportera que des épreuves écrites. Mais en 2^e partie (séries mathématiques, philo-sciences et philo-lettres), il y aura une composition d'histoire ou de géographie.

Le registre d'inscription sera clos le 20 décembre 1945.

Les dossiers doivent être adressés à la direction de l'instruction publique (bureau des examens) et comprendra les pièces suivantes :

- 1° Demande sur papier timbré à 5 francs ;
- 2° Notice fournie par l'administration ;
- 3° Acte de naissance ;
- 4° Pièces justificatives :

a) Pour les candidats mobilisés, un certificat de présence au corps ;

b) Pour les démobilisés, la fiche de démobilisation ou un état signalétique et des services ;

c) Pour les victimes des lois d'exception, le certificat du chef de l'établissement fréquenté, précisant la date de l'éviction, celle de la réintégration, la classe dans laquelle se trouvait le candidat au moment de son exclusion, celle où il a été réintégré.

Les candidats indiqueront, dans leur demande, la date des sessions spéciales auxquelles ils se sont présentés, ainsi que le centre où ils ont composé.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dates d'examens en 1946.

L'examen du certificat d'aptitude pédagogique, degré normal et degré élémentaire, aura lieu le jeudi 4 avril 1946, à 8 h. 30.

Le registre d'inscription sera clos le 1^{er} mars 1946.

Les candidats doivent adresser au directeur de l'instruction publique, sous couvert de leur inspecteur :

1° Une demande sur papier timbré à 5 francs ;

2° Un extrait d'acte de naissance ;

3° Une attestation de leurs diplômes ;

4° Un état de leurs services (imprimé spécial fourni par la direction).

L'examen probatoire des assistantes maternelles aura lieu le 4 avril 1946, à 14 h. 30.

Le registre d'inscription sera clos le 1^{er} mars 1946.

Les candidates doivent demander au directeur de l'instruction publique (bureau des examens), à Rabat, tous renseignements concernant la constitution du dossier et le programme limitatif.

DIRECTION DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 1^{er} DÉCEMBRE 1945. — *Patentes* : Souk-el-Arba-du-Rharb, 2^e émission 1945, 10^e émission 1940, 7^e émission 1941, 7^e émission 1942, 6^e émission 1943, 4^e émission 1944 ; Port-Lyautey, 12^e émission 1942, 10^e émission 1943, 7^e émission 1944, 3^e émission 1945 ; cercle de Souk-el-Arba-du-Rharb, 4^e émission 1944.

Taxe d'habitation : Port-Lyautey, 12^e émission 1942, 10^e émission 1943, 7^e émission 1944, 3^e émission 1945.

Taxe urbaine : Rabat-sud, 2^e émission 1944.

Supplément exceptionnel et temporaire à l'impôt des patentes : Casablanca-centre, rôle 1 de 1945 (6) ; Casablanca-sud, rôle 1 de 1945 (6) ; Fès-ville nouvelle, rôles 7 de 1944, 4 de 1945 ; Marrakech-Gueliz, rôle spécial 1 de 1945 ; Port-Lyautey, rôle 1 de 1945 (1 et 2) ; Sefrou et banlieue, rôle 2 de 1943 ; Taza, rôles 3 de 1941, 5 de 1942,

4 de 1943, 4 de 1944 ; Casablanca-sud et centre de l'Oasis, rôles spéciaux 1 et 2 de 1945 ; Meknès-médina, rôles spéciaux 5, 6 et 7 de 1945 ; Oued-Zem, rôle 2 de 1945.

Taxe de compensation familiale : centre et circonscription de contrôle civil de Marchand, articles 1^{er} à 33 ; Salé, articles 1^{er} à 50 ; cercle de Souk-el-Arba-du-Rharb, articles 1^{er} à 87, 3^e émission 1943, 2^e émission 1944 ; Petitjean, 2^e émission 1944 ; Port-Lyautey-banlieue et centre de Sidi-Yahya-du-Rharb, 2^e émission 1944 ; Sidi-Slimane, 3^e émission 1943, 2^e émission 1944 ; contrôle civil de Salé, articles 1^{er} à 8.

Prélèvement sur les excédents de bénéficiers. — Seltat, rôle 2 de 1943 ; Sefrou, rôle 1 de 1943 ; Safi, rôles 2 de 1941, 2 de 1942, 2 de 1943 ; Rabat-nord, rôles 3 de 1942, 1 de 1944 (3) et 9 de 1944 ; Mogador, rôle 1 de 1944 ; Marrakech-Gueliz, rôle 2 de 1943 ; Kasba-Tadla, rôle 2 de 1944 ; Fès-ville nouvelle, rôles 4 de 1943, 1 de 1944 et rôle spécial 6 de 1945 (1) ; Fès-banlieue, rôles 1 de 1941 et 1 de 1942 ; Fès-médina, rôles 4 de 1941, 3 de 1943 ; Benahmed, rôle 1 de 1944 ; Berrechid, rôles 1 de 1943, 1 de 1944 ; Beni-Mellal, rôle spécial 1 de 1945 ; Boucheron, rôle 1 de 1944 ; Khouribga, rôle 2 de 1944 et spécial 1 de 1945 ; Port-Lyautey-banlieue, rôle 2 de 1943 ; Souk-el-Arba-du-Rharb, rôles 2 de 1942, 2 de 1943 ; Rabat-sud, rôles spéciaux 14 et 15 de 1945 (3 et 4) ; Seltat, rôles 2 de 1942 et spécial 1 de 1945 ; Sefrou-banlieue, rôles 1 de 1942, 2 de 1943.

Le 12 décembre 1945. — *Patentes* : Jmda-Shaim, articles 1^{er} à 165 ; Guercif, articles 501 à 709 ; Casablanca-centre, articles 47.001 à 48.746 (4) ; Agadir, articles 1.401 à 1.416 (domaine maritime) ; Petitjean, articles 1.501 à 1.597 ; Kasba-Tadla, articles 1.001 à 1.591.

Taxe d'habitation : Agadir, articles 1.301 à 1.322 (domaine maritime) ; Petitjean, articles 1.001 à 1.238 ; Kasba-Tadla, articles 1^{er} à 659.

Taxe urbaine : Petitjean, articles 1^{er} à 164 et 251 à 265 ; Oujda, articles 8.501 à 9.908 ; centre de l'Oasis, articles 1^{er} à 557.

Prélèvements sur les excédents de bénéficiers : Casablanca-centre, rôle 2 de 1944 (5).

Terrib et prestation des indigènes 1945

Le 1^{er} décembre 1945. — Circonscription d'Amizmiz, caïdats des Guedmioua et du Haut-Guedmioua ; circonscription des Aït-Ouirir, caïdat des Glaoua-nord ; circonscription d'Onezzane-banlieue, caïdat des Masmouda ; circonscription de Teroual, caïdats des Sella et des Beni Mesquida ; pachalik d'Oujda-ville ; bureau du cercle des affaires indigènes de Goulmina, caïdats des Aït Morrhad du Rheris et de Tadirhoust ; bureau de l'annexe des affaires indigènes de Missour, caïdats des Oulad Khaoua et des chortfa de Ksabi.

Le 5 décembre 1945. — Circonscription d'El-Hajeb, caïdat des Beni M'Tir-sud.

Le chef du service des perceptions,
M. ROISSY.

LES AGENCES FRANÇAISES

Le Groupement Immobilier le plus important de FRANCE, ayant des ramifications dans toute la Métropole.

Ventes et Achats

de tous Commerces, Terrains, Immeubles, etc.

EN FRANCE

Correspondant exclusif accrédité pour le Maroc :

CABINET IMMOBILIER

R. PARRIAUX

97, Boulevard de la Gare, CASABLANCA.

Téléphone : A. 51-55

S'y adresser pour tous renseignements et toutes Ventes ou Achats au MAROC et en FRANCE.

CENTRE IMMOBILIER

J. BUTLER

50, rue Poincaré (face théâtre municipal)

CASABLANCA — Tél. A 18-52

TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

FONDS DE COMMERCE

PROPRIÉTÉS AGRICOLES

HYPOTHÈQUES

CABINET IMMOBILIER FRANCO-MAROCAIN

TOUTES TRANSACTIONS
IMMOBILIÈRES

FONDS DE COMMERCE

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

GÉRANCES D'IMMEUBLES

J. PETIT

19, Rue d'Alger,

CASABLANCA

Téléphone A. 03-36,

de 15 à 18 heures

Membre de la Chambre Syndicale des Hommes d'Affaires du Maroc

VOTRE SITUATION
par études agréables chez-vous
ÉLECTRICITÉ. AVIATION
BÉTON ARMÉ. AUTOMOBILE
CHAUFFAGE CENTRAL GUIDE
écrivez GRATUIT
15, A. V. Hugo, Boulogne/Seine
SPÉCIMÉZ BRANCHE PRÉFÉRÉE N° 30
INSTITUT MODERNE POLYTECHNIQUE